

COMPENDIUM DES RÉSULTATS DE RECHERCHE DE LA

1ère édition du Programme de Bourse

DES JEUNES CHERCHEURS EN AFRIQUE FRANCOPHONE (2024-2025)



De la bourse aux résultats :
le bilan de 60 recherches scientifiques financées



Politiques urbaines
et territorialités



Pratiques rurales, agriculture
durable et innovation



Coopération internationale
et systèmes commerciaux



Santé et systèmes
alimentaires



Changement climatique et
biodiversité



Genre et autonomisation des
femmes/filles



Résilience, migration et
écosystèmes humanitaires



Inclusion et innovation

Introduction

De la bourse aux résultats... le bilan de 60 recherches scientifiques financées...

Dans le cadre de la 1ère édition du Programme de Bourse de Recherche pour les Jeunes Chercheurs en Afrique Francophone (2024-2025), qui s'inscrit dans le programme *Institutional Research Capacity Building* (IRCB) du Global Development Network (GDN) et financé par l'Agence Française de Développement (AFD), 60 jeunes chercheurs représentant 9 pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cote d'Ivoire, Mali, Maroc, RDC, Sénégal et Togo) ont été sélectionnés.

Ce présent compendium propose de restituer les résultats et l'essentiel des connaissances obtenues du Programme de Bourse. De ce fait, il synthétise, de manière pratique et structuré, tel un manuel organisé, le bilan dudit programme. Cela étant, il consiste à présenter dans un premier temps, les notes de synthèses des 60 recherches scientifiques financées, et dans un second temps, les résumés desdites recherches.

D'une part, les notes de synthèse des travaux de recherche des 60 jeunes chercheurs financés dans le cadre du programme sont livrés afin d'apprécier le panorama des recherches dans l'ensemble. Ces notes de synthèses (*Première Partie* du compendium) témoignent de la diversité des thématiques abordées, de la rigueur méthodologique adoptée par les jeunes chercheurs et de l'engagement constant en faveur de la production de connaissances utiles, pertinentes et innovantes en sciences sociales en Afrique Francophone. D'autre part, un recueil des résumés est présenté dans la *Deuxième Partie* du compendium. Vous y découvrirez la compilation des « *abstracts* » des 60 recherches afin d'apprécier une version plus fournie des recherches.

Cela étant, à travers ce compendium, vous pourrez explorer et apprécier les recherches menées dans des contextes variés qui répondent à des enjeux scientifiques, sociaux, économiques et environnementaux majeurs, tant au niveau local qu'international. Les recherches contribuent ainsi aux politiques publiques en Afrique Francophone. Les notes de synthèses s'articulent autour de 8 axes thématiques majeures qui reflètent les défis contemporains du développement en Afrique Francophone.

Axe thématique 1 : Politiques urbaines et territorialités : Les jeunes chercheurs proposent des études sur la gouvernance et la territorialisation des ODD tout en interrogeant l'adaptation des agendas mondiaux aux réalités locales en Afrique Francophone.

Axe thématique 2 : Pratiques rurales, agriculture durable et innovation : Au cœur des réflexions, les jeunes chercheurs abordent l'agriculture durable et la transition agroécologique en vue de concilier la productivité et la préservation des ressources.

Axe thématique 3 : Coopération internationale et systèmes commerciaux : Les jeunes chercheurs discutent de la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle.

Axe thématique 4 : Santé et systèmes alimentaires : A travers leurs décryptages, les jeunes chercheurs analysent l'efficacité de la protection sociale comme étant un axe social fort d'une part. D'autre part, leurs recherches s'investissent également dans les domaines de la santé publique et de la nutrition.

Axe thématique 5 : Changement climatique et biodiversité : Les jeunes chercheurs livrent des analyses sur la résilience face au changement climatique, par exemple les impacts de la salinisation des terres et de la variabilité environnementale.



Axe thématique 6 : Genre et autonomisation des femmes/filles : Les jeunes chercheurs s'intéressent à l'autonomisation des femmes face aux violences et aux barrières économiques.

Axe thématique 7 : Résilience, migration et écosystèmes humanitaires : Les jeunes chercheurs proposent de livrer des réflexions sur les dynamiques de migrations et d'action humanitaire.

Axe thématique 8 : Inclusion et innovation : Les jeunes chercheurs décryptent les pratiques inclusives tels que l'engagement de la diaspora ou encore l'intégration des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans l'éducation.

En somme, ces 8 notes de synthèse présentent un panorama scientifique interdisciplinaire dont le processus a été mené par les 60 jeunes chercheurs, coordonnés par le GDN. Chaque recherche a été conçue et conduite par les jeunes chercheurs en fonction des besoins locaux que chacun estimait prioritaires. Ces 8 notes de synthèse se veulent donc être le fruit de ce processus nouveau où les jeunes chercheurs sont érigés comme « penseurs » et « conducteurs/ chercheurs principaux » de leurs propres projets de recherche adaptées aux besoins, spécificités et réalités de l'Afrique Francophone. S'en suit, ces notes de synthèse ainsi que les résumés y afférents ont été évalués par des experts seniors d'Afrique Francophone. Leurs expertises thématiques et disciplinaires ont été un réel gage de qualité.

Le GDN réaffirme sa mission de promotion de la recherche et de valorisation des résultats issus des projets qu'il soutient. Ce compendium constitue à la fois un outil de diffusion du savoir auprès de la communauté scientifique et des décideurs d'une part, et d'autre part une valorisation des jeunes chercheurs. Il s'agit ici également d'une vitrine de l'impact des financements accordés et d'une source d'inspiration pour les jeunes chercheurs, les chercheurs, les décideurs et les partenaires. Ce compendium illustre la volonté du GDN de renforcer les échanges scientifiques, d'encourager l'excellence académique et de contribuer activement au développement durable par la recherche menée par les jeunes chercheurs.

Remerciements : L'équipe de pilotage du GDN remercie vivement et grandement l'AFD, à travers le Pôle Clermontois de Développement International (PCDI), les partenaires et les membres du comité de pilotage ainsi que les experts seniors et les collaborateurs du contrôle qualité pour leur soutien et leur synergie dans la conduite de la co-construction et la co-gestion de la 1ère édition du Programme de Bourse de Recherche pour les Jeunes Chercheurs en Afrique Francophone (2024-2025). L'équipe de pilotage remercie également les 60 jeunes chercheurs en sciences sociales pour leur intérêt et leur confiance envers l'accompagnement que le GDN et ses collaborateurs leur ont fourni en termes de renforcement de capacités de recherche.



Pilotage:

Francesco Obino, Directeur des Programmes, Global Development Network

Idah Razafindrakoto, Coordinatrice du Programme, Global Development Network

Partenaires et membres du comité de pilotage:

Latifou Idrissou, Université de Parakou, Bénin

Mori Gouroubera, Université de Parakou, Bénin

Doudou Dimi Théodore, Université Alassane Ouattara, Cote d'Ivoire

Zié Ouattara, Université Alassane Ouattara, Cote d'Ivoire

Juste Yamoneka, Université de Goma, République Démocratique du Congo

Gracy Mungosy, Université de Goma, République Démocratique du Congo

Ibrahima Diouf Faye, Université Cheick Anta Diop, Sénégal

Angélique Ngaha Bah, Université Alioune Diop, Sénégal

Abdoulaye Kane, Université Alioune Diop, Sénégal

Experts seniors et collaborateurs du contrôle qualité :

Thématique 1 : Papa Sakho, Expert en Géographie, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

Thématique 2 : Esperance Zossou, Experte en sciences sociales et Innovation agricole, Université d'Abomey Calavi, Bénin

Thématique 3 : Armand Mboutchouang Kountchou, Expert en Economie Publique, Université de Dschang, Cameroun

Thématique 4 : Zoguehi Arnaud Kevin Dayoro, Expert en sociologie et santé, Université Felix Houphouët Boigny, Cote d'Ivoire

Thématique 5 : Justin Nathanaël Andrianaivoarimanga, Expert en Gestion des ressources naturelles, Institut Supérieur de Commerce, Administration et Management, Madagascar

Thématique 6 : Digo Enyota Kofitsè Dzamesi Akakpo-Ahianyo, Expert en Sociologie et genre, Université de Lomé, Togo

Thématique 7 : Kouakou Konan Jérôme, Expert en sociologie, humanitaire et résilience, Université Alassane Ouattara, Cote d'Ivoire

Thématique 8 : Gountiéni Damien Lankoande, Expert en économie et évaluation de l'innovation, Groupe de Recherche et d'Analyse Appliquées pour le Développement, Burkina Faso

Global Development Network, Compendium, des résultats de recherche de la 1ère édition du Programme de Bourse des Jeunes Chercheurs en Afrique Francophone (2024-2025), GDN, Clermont-Ferrand, 2026.

DOI : 10.69814/WP/2026116

GDN Europe : 5ème étage, 65 Boulevard François Mitterrand, Clermont Ferrand 63000, France

TABLE DES MATIÈRES

PREMIERE PARTIE : NOTES DE SYNTHÈSE DES 60 RECHERCHES	10
Axe thématique 1: Politiques urbaines et territorialités	11
Axe thématique 2 : Pratiques rurales, agriculture durable et innovation.	13
Axe thématique 3 : Coopération internationale et systèmes commerciaux.	16
Axe thématique 4 : Santé et systèmes alimentaires	18
Axe thématique 5 : Changement climatique et biodiversité	20
Axe thématique 6 : Genre et autonomisation des femmes/fillees	22
Axe thématique 7 : Résilience, migration et écosystèmes humanitaires.	24
Axe thématique 8 : Inclusion et innovation.	26
DEUXIEME PARTIE : RECUEIL DES RESUMES DES 60 RECHERCHES	28
Axe thématique 1 : Politiques urbaines et territorialités.	29
ADOPTION DE PRATIQUES DURABLES DANS LA COMMUNE DE BAMBEY : NATURE, DÉTERMINANTS ET IMPLICATIONS	30
LES ENJEUX DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES FILIÈRES ÉCONOMIQUES DANS LES ÎLES DE LA BASSE-CASAMANCE : L'EXEMPLE DES ÎLES DE CARABANE ET DE CACHOUANE.	31
EFFETS STRUCTURANTS DU TRAIN EXPRESS RÉGIONAL (TER) À DAKAR (SÉNÉGAL, AFRIQUE DE L'OUEST).	32
TERRITORIALISATION DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE (ODD) AU SENEGAL : QUAND LE GLOBAL L'EMPORTE SUR LE LOCAL DANS LES COMMUNES DE PARCELLES ASSAINIES ET GUEULE TAPEE-FASS-COLOBANE.	33
TERRORISME, MOBILITÉ DES POPULATIONS ET RECOMPOSITION DE LA COMMUNICATION SOCIALE DANS LES ÉTATS DU SAHEL	34
ACCESSIBILITÉ ROUTIÈRE ET DÉFIS DES MOBILITÉS VILLES-CAMPAGNES DANS LE DÉPARTEMENT DU FARO (NORD, CAMEROUN).	35
LE BASSIN VERSANT DU KOU : UN TERRITOIRE SOUS PRESSION ENTRE ENJEUX ECONOMIQUES, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX.	36
ILLÉGALISMES ET FORMES D'ARRANGEMENTS LIÉS AU DÉGUERPISEMENT DES OCCUPANTS DES ESPACES PUBLICS À COTONOU ET PARAKOU (BÉNIN)	37

ENTRE EAUX PARTAGÉES ET POUVOIRS DISPERSÉS : FRAGMENTATION INSTITUTIONNELLE ET GOUVERNANCE MULTI-NIVEAUX DES RIVIÈRES URBAINES À KPALIMÉ ET ATAKPAMÉ AU TOGO	38
--	----

Axe thématique 2 : Pratiques rurales, agriculture durable et innovation. 39

INCIDENCES DE LA PERCEPTION DES RISQUES SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX ET SANITAIRES LIES A L'USAGE DES PESTICIDES ET PRATIQUES AGRICOLES DES RIZICULTEURS DANS LA REGION DU BELIER (CÔTE D'IVOIRE)	40
---	----

EFFETS DE LA SALINISATION DES TERRES AGRICOLES SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES DANS LA RÉGION DU SINE-SALOUM AU SÉNÉGAL.	41
--	----

L'ENGAGEMENT DES AUTORITÉS COUTUMIÈRES DANS LA GOUVERNANCE PACIFIQUE DE LA PÊCHE ARTISANALE AU SÉNÉGAL : L'EXEMPLE DE LA COMMUNAUTÉ DE PÊCHEURS DE RUFISQUE (DAKAR, SENEGAL)	42
--	----

COMMENT LES JEUX DE RÔLE FAVORISENT L'APPRENTISSAGE DES INNOVATIONS DE GESTION DURABLE DES TERRES PAR LES AGRICULTEURS ?	43
--	----

ANALYSE DES DÉTERMINANTS DE L'ADOPTION DE NOUVELLES PRATIQUES DE MOBILITÉ PASTORALE ET SES DYNAMIQUES SPATIO-TEMPORELLES DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENTS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX AU SUD-BÉNIN	44
---	----

FACTEURS D'ENGAGEMENT DANS LES PLATEFORMES D'INNOVATION AGRICOLE : RÔLE DE LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE ET DE L'INTERDÉPENDANCE ENTRE ACTEURS	45
---	----

LE FONCIER DANS LES VILLAGES DE CABROUSSE, ESULALU ET LA COMMUNE DE OUSSOUYE : QUELLES ALTERNATIVES POUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ?	46
---	----

POTENTIELS ET OBSTACLES SOCIO-ÉCONOMIQUES À LA VALORISATION DES VARIÉTÉS LOCALES DE LA PATATE DOUCE À CHAIR ORANGE BIO FORTIFIÉE AU BÉNIN.	47
--	----

BOULEVERSEMENTS SOCIO-ÉCONOMIQUES TRADITIONNELS ET CULTURELS LIÉS À L'ORPAILLAGE CLANDESTIN CHEZ LES BAOUÏÉS DE BROBO (CÔTE D'IVOIRE)	48
---	----

PRODUCTION ET CIRCULATION DES SAVOIRS DANS LA TRANSITION VERS L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE ANALYSE DES RÉSEAUX DE DIALOGUE DANS LE COUFFO AU BÉNIN	49
--	----

RÔLE DES ORGANISATIONS AGRICOLES POUR LA PROMOTION DE L'AGROÉCOLOGIE ET OBSTACLES POUR UNE TRANSITION DURABLE DANS LA RÉGION DU GBÊKÊ EN CÔTE D'IVOIRE	50
--	----

INÉGALITÉS DE REVENUS AGRICOLES : RÔLE DE LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE ET DES CHOCS CLIMATIQUES DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES AU SÉNÉGAL.	51
--	----

MÉCANISATION AGRICOLE, UN LEVIER POUR AMÉLIORER LE BIEN-ÊTRE SOCIO-ÉCONOMIQUE DES AGRICULTEURS DANS UN CONTEXTE DE TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE ?	52
--	----

Axe thématique 3 : Coopération internationale et systèmes commerciaux 53

DÉPENSES PUBLIQUES SOUS CONTRAINTE : COMMENT LES VULNÉRABILITÉS MINENT L'ATTEINTE DES ODD ?	54
---	----

IMPACT POTENTIEL DE LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF) SUR L'EMPLOI FÉMININ AU BURKINA FASO	55
DÉTERMINANTS ET POTENTIEL D'EXPORTATION EN PRODUITS HORTICOLES DU SÉNÉGAL	56
INNOVATIVITÉ DES PRODUCTEURS ET ALLOCATION DES SUBVENTIONS AU BÉNIN : UNE ANALYSE DES USAGES	57
DURABILITÉ DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE EN QUESTION : QUEL ENSEIGNEMENT SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE ?	58
AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE : LA DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE IMPORTE-T-ELLE ?	59
Axe thématique 4 : Santé et systèmes alimentaires	60
ANALYSE DES HABITUDES ALIMENTAIRES, DES RESSOURCES DISPONIBLES ET DES MODALITÉS DE FORMULATION-ADMINISTRATION DES PRÉPARATIONS INFANTILES À L'EST ET AU CENTRE DE LA RD CONGO	61
FACTEURS DE PROPAGATION DE L'ULCÈRE DE BURULI ET DE LA BILHARZIOSE URINAIRE ET STRATÉGIES D'ADAPTATION DES COMMUNAUTÉS RIVERAINES DES AMÉNAGEMENTS HYDROAGRIQUES DE SUBIAKRO ET DE KOSSOU	62
ÉTALEMENT URBAIN, INÉGALITÉS TERRITORIALES DE L'OFFRE DE SOINS MODERNE ET PRATIQUES THÉRAPEUTIQUES DES POPULATIONS DE KORHOGO (CÔTE D'IVOIRE)	63
ACCÈS DES ADOLESCENTES AUX SERVICES DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE ET EXPOSITION AUX IST/MST DANS LES ZONES VULNÉRABLES DE LA RÉGION SANITAIRE DU GBÊKÊ	64
CHANGEMENT CLIMATIQUE, PALUDISME ET INÉGALITÉ D'INVESTISSEMENT EN CAPITAL HUMAIN ENTRE LES SEXES AU SÉNÉGAL	65
Axe thématique 5 : Changement climatique et biodiversité.	66
IMPACT DE LA VARIABILITÉ CLIMATIQUE SUR LA DYNAMIQUE DE LA VÉGÉTATION DANS LES REBOISEMENTS AU BURKINA FASO	67
BRACONNAGE DANS ET AUTOUR DU PARC NATIONAL DE KAHUZI-BIEGA EN RD CONGO. QUEL MÉCANISME DE CONSERVATION DURABLE DES ESPÈCES DES PRIMATES EN DANGER ?	68
DYNAMIQUE DES ARBRES URBAINS À GOMA (RDC) : ANALYSE DES PERCEPTIONS, DES OBSTACLES ET DES OPPORTUNITÉS POUR LE REBOISEMENT RÉSIDENTIEL	69
PERCEPTIONS OF TROPICAL FOREST ECOSYSTEM SERVICES IN TSHOPO PROVINCE (DRC) AND THEIR INFLUENCE ON THE WELL-BEING OF THE LOCAL POPULATION	70
RÔLE DES CADRES DE CONCERTATION DANS LA GOUVERNANCE RESPONSABLE DES EAUX SOUTERRAINES EN ZONE RURALE : UNE ÉTUDE DES PRATIQUES D'UN CADRE INTERCOMMUNAL DANS LA ZONE DES NIAYES AU SÉNÉGAL.	71
EFFETS DE LA GOUVERNANCE DÉLÉGUÉE DES PARCS NATURELS SUR LA DYNAMIQUE DU CAPITAL FONCIER DES MÉNAGES AGRICOLES RIVERAINS AU BÉNIN	72

Axe thématique 6 : Genre et autonomisation des femmes/filleuses	73
DIAGNOSTIC DES VIOLENCES VÉCUES PAR LES FEMMES DANS LES RÉGIONS À RISQUE DE LA CÔTE D'IVOIRE : CAS DE LA RÉGION DE KABADOUGOU	74
ENTREPRENEURIAT RURAL ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ AU TOGO: UNE ANALYSE BASÉE SUR LE GENRE	75
PROGRAMME DE TRANSFERT MONÉTAIRE : ENTRE AUTONOMISATION DES FEMMES, QUALITÉ DE L'ÉDUCATION ET RÉDUCTION DU TRAVAIL DES ENFANTS VIVANT DANS LES COMMUNAUTÉS CACAORYÈRES EN CÔTE D'IVOIRE	76
COMPRENDRE LA RÉSILIENCE DES FEMMES RIZICULTRICES FACE À LA SALINISATION DES TERRES : CAS DU DÉPARTEMENT DE BIGNONA AU SUD DU SÉNÉGAL	77
L'ADOPTION DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES PAR LES FEMMES DANS LE SECTEUR AGRICOLE AU SÉNÉGAL : ANALYSE COMPARATIVE DU DÉPARTEMENT DE MATAM ET LE DOMAINE AGRICOLE COMMUNAUTAIRE DE SEFA SÉDHIU	78
L'AGROÉCOLOGIE AU FÉMININ : DYNAMIQUES D'AUTONOMISATION DES GROUPEMENTS MARAÎCHERS DE FEMMES DANS LA RÉGION DE THIÈS (SÉNÉGAL)	79
LES ROUTES DES FEMMES MAROCAINES : LE PASSAGE DE L'AUTOMOBILISME À L'AUTOMOBILITÉ COMME GAGE D'ÉMANCIPATION ET DE DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE	80
Axe thématique 7 : Résilience, migration et écosystèmes humanitaires	81
L'INTERCULTURALITÉ COMME LEVIER D'INSERTION PROFESSIONNELLE DES MIGRANTS SUBSAHARIENS : ÉTUDE QUALITATIVE DANS LA RÉGION DE RABAT-SALÉ-KÉNITRA	82
EFFETS BUDGÉTAIRES DE LA CRISE SÉCURITAIRE DANS LE SAHEL	83
ATTÉNUATION DES RISQUES LIÉS AUX MAZUKU : MISE EN ŒUVRE ET EFFICACITÉ DES MESURES LOCALES DE DÉGAZAGE DES GAZ SECS DANS LA RÉGION DE GOMA (PROVINCE VOLCANIQUE DES VIRUNGA)	84
EFFETS DE LA PROTECTION SOCIALE SUR LA PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE AU BÉNIN	85
MUTATION AGRICOLE ET VULNERABILITÉ DES SOURCES DE RÉSILIENCE DANS LA SOUS-PREFECTURE D'ABIGUI.	86
VULNÉRABILITÉ ET RÉSILIENCE STRATÉGIQUE DES POPULATIONS DÉPLACÉES DE FORCE FACE AUX CATASTROPHES NATURELLES : CAS DU BURKINA FASO	87
EXPLOITATIONS ET ABUS EN LIEN AVEC LES INTERVENTIONS HUMANITAIRES AU NORD-KIVU : MESURES PRISES PAR LES AGENCES HUMANITAIRES	88
MOYENS D'EXISTENCE ET ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES ALIMENTAIRES DANS LA COMMUNE RURALE DE NOTTO (SÉNÉGAL).	89

ENCADRER LES RÉFUGIÉS (ET LES NON-RÉFUGIÉS) APRÈS L'HUMANITAIRE : REGARDS SUR LA DURABILITÉ SOCIALE ET LES DYNAMIQUES POST-HUMANITAIRES D'UN PROJET D'ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE À KETTE (EST-CAMEROUN)	90
Axe thématique 8 : Inclusion et innovation	91
L'INTÉGRATION DES CONCEPTS ET APPROCHES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD) DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AU SÉNÉGAL : ANALYSE À PARTIR DES PERCEPTIONS DES ÉTUDIANTS	92
GLOBALISATION ET IMPACT DE LA DIASPORA SUR LE PROCESSUS DÉMOCRATIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU CAMEROUN	93
PERCEPTION RSE ET COCREATION DE LA VALEUR EN CONTEXTE DE B2B : UNE EXPLORATION DE L'EXPERIENCE DES CLIENTS ENTREPRISES DANS UN PAYS EN DEVELOPPEMENT.	94
IMPACT DE L'ADOPTION DES TECHNOLOGIES AGRICOLES SUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ AU TOGO : UNE APPROCHE DE RÉGRESSION À CHANGEMENT DE RÉGIME ENDOGÈNE	95
CO-INNOVATION ET APPROPRIATION DES PRATIQUES AGROÉCOLOGIQUES DE GESTION DURABLE DES TERRES DANS LES SYSTÈMES DE PRODUCTION À BASE DE COTON AU BÉNIN	96
ANNUAIRES	97
Annuaire des jeunes chercheurs (par ordre alphabétique) :	98
Contact des experts (par axe thématique) :	100



PREMIERE PARTIE :

NOTES DE SYNTHÈSE DES 60 RECHERCHES



Axe thématique 1:

Politiques urbaines et territorialités

Neuf jeunes chercheurs (*Abdou Ndiaye Diop, Aliou Sene, Awa Fall, El Hadji Rawane Ba, Hamidou Sangla, Hyacinthe Atangana Bamela, Kagambega Zéphirin, Mensah Coffi Mahugnon André Aïna et Tchakouni Sondou*) se sont lancés dans l'étude de la gouvernance urbaine et territoriale en diagnostiquant de près les questions de mobilité, d'infrastructure et de sécurité.

Au-delà de la diversité des terrains, les travaux de ces neuf jeunes chercheurs présentent de forts points de convergence : les neuf articles scientifiques s'inscrivent tous dans une démarche de recherche en sciences sociales à finalité opérationnelle, visant à produire des connaissances utiles, pertinentes et innovantes pour éclairer les politiques publiques et soutenir le développement durable en Afrique. Un fil conducteur majeur réside dans l'analyse des tensions entre cadres globaux et réalités locales, qu'il s'agisse de l'imposition des agendas internationaux comme les ODD au détriment des priorités communales, ou des arrangements informels et pratiques hybrides développés par les acteurs face à des régulations étatiques inadaptées. Ces neuf recherches mettent également en lumière la résilience des populations confrontées à des crises multiples tels que l'insécurité, la dégradation des infrastructures ou la pression sur les ressources naturelles. Les neuf jeunes chercheurs ont ainsi tenté d'analyser les stratégies d'adaptation et de survie sur la base de ladite résilience. Enfin, ces neuf recherches se caractérisent par un fort ancrage territorial et environnemental. Elles soulignent que le développement durable repose sur une gouvernance inclusive des espaces, des ressources et des infrastructures. Ensemble, ces neuf articles illustrent l'engagement d'une nouvelle génération de chercheurs africains à inscrire la recherche scientifique au cœur des enjeux concrets de leurs sociétés.

Résumés brefs des recherches:

- **1.1. Abdou Ndiaye Diop** (Sénégal) présente une recherche portée sur la gestion des déchets ménagers à Bambey (Sénégal). Il démontre que la probabilité d'adopter des pratiques durables dépend du profil socio-économique du chef de ménage et de l'implication des autorités. Il établit alors un lien direct entre les méthodes d'élimination des déchets et la fréquence des maladies environnementales.

- **1.2. Aliou Sene** (Sénégal) se penche sur les défis du développement durable dans les îles de la Basse-Casamance (Sénégal), telles que Carabane. Il met en lumière les tensions entre la gestion traditionnelle collective des terres et les lois étatiques, tout en analysant l'impact du conflit de 1982, notamment la salinisation des rizières et la pollution par les mines, face auxquels les populations font preuve de résilience.
- **1.3. Awa Fall** (Sénégal) analyse les « effets structurants » du Train Express Régional (TER) à Dakar. Au-delà de la mobilité, elle observe une hausse des prix de l'immobilier et une consolidation des activités informelles aux abords des gares. Cela traduit alors un manque d'anticipation de la part des autorités locales.
- **1.4. El Hadji Rawane Ba** (Sénégal) explore la territorialisation des ODD à Dakar à travers deux modèles : l'un descendant (centré sur le social) et l'autre ascendant (centré sur l'écologie). Ses résultats montrent que les collectivités locales sont souvent reléguées au rôle d'exécutants périphériques, dépendantes des financements internationaux.
- **1.5. Hamidou Sangla** (Burkina Faso) propose un travail analytique autour de l'influence du terrorisme dans le Sahel (Burkina Faso, Niger, Mali) sur la communication sociale. Il démontre comment la crise sécuritaire recompose la mobilité et pousse les médias communautaires et les webactivistes à se mobiliser pour soutenir la résilience des populations.
- **1.6. Hyacinthe Atangana Bamela** (Cameroun) documente la crise de l'accessibilité routière dans le Nord-Cameroun, où 97 % des routes rurales sont en mauvais état. Cette situation entraîne d'importantes pertes agricoles post-récolte et renforce la dépendance économique des populations envers le Nigéria voisin.
- **1.7. Kagambega Zéphirin** (Burkina Faso) examine les pressions anthropiques exercées sur le bassin versant du Kou au Burkina Faso. Il note alors une perte de 70 % des savanes arbustives au profit des cultures et de l'habitat. Il souligne un « cercle vicieux » entre pauvreté, insécurité foncière et dégradation écologique.
- **1.8. Mensah Coffi Mahugnon André Aïna** (Bénin) analyse les tensions entre la régulation formelle et la gestion informelle de l'espace public au Bénin. Il met en lumière des formes d'« illégalismes » (occupation des trottoirs) et les arrangements (négociations, alertes) qui en découlent entre commerçants et autorités. Cette recherche souligne ainsi la nécessité d'une gouvernance plus inclusive.
- **1.9. Tchakouni Sondou** (Togo) propose une étude sur la fragmentation institutionnelle dans la gestion des rivières urbaines au Togo. Il révèle un manque de coordination entre acteurs publics, traditionnels et communautaires. Cela force alors les habitants à adopter des pratiques hybrides et informelles pour gérer les ressources en eau.

Plus-value dans le débat public : Ces neuf articles scientifiques apportent une forte plus-value au débat public et au développement en Afrique francophone en transformant la recherche académique en leviers d'action concrets pour les politiques publiques : ils fournissent un éclairage scientifique fondé sur des données probantes pour la prise de décision, adaptent les agendas mondiaux aux réalités territoriales, proposent des solutions et outils opérationnels en matière de gouvernance et de gestion urbaine, et intègrent les préoccupations des groupes vulnérables. Les neuf articles combinent ainsi à la fois la production de connaissances, de recommandations pratiques et d'inclusion sociale. En somme, ils tendent à renforcer l'impact de la recherche au service d'un développement durable et ancré localement.



Axe thématique 2 :

Pratiques rurales, agriculture durable et innovation

Treize jeunes chercheurs (*Adjoua Rachelle Kouadio, Aliou Agne, El Hadji Hamédine Sar, Faridah Dosso, Gildas Louis Djohy, Igari Bio Sidi Orou Soré Luc, Jean Bernard Diatta, Judicaël Sabi Bata Sanni Worogo, Kouadio Natanaël Koffi, Mahouna Joël Tchogbe, N'guessan Amenan Kan Delphine Epse Bredou, Sandjiry DIOP et Tidjani Boukari Bata*) se sont lancés dans le décryptage de la transition agroécologique en s'intéressant aux phénomènes de l'innovation agricole.

Les travaux de ces treize jeunes chercheurs s'inscrivent dans une mission d'utilité publique. Ils visent alors à produire des connaissances en sciences sociales utiles, pertinentes et innovantes pour éclairer les politiques publiques et promouvoir le développement durable en Afrique francophone. Une place centrale est accordée à l'analyse des dynamiques rurales et agricoles à travers l'étude de la transition agroécologique, de l'innovation, de la valorisation des cultures locales et des outils d'apprentissage de la gestion durable des terres. Les treize jeunes chercheurs interrogent également la résilience des populations face aux chocs environnementaux, sécuritaires et sociaux, qu'il s'agisse de la salinisation, de la mobilité pastorale, des conflits armés ou de l'orpaillage clandestin. De plus, la gouvernance des ressources et du foncier constitue un autre axe structurant, notamment par l'analyse des systèmes locaux de gestion territoriale. Le tout repose sur une rigueur méthodologique partagée, fondée sur des approches qualitatives et quantitatives. Ensemble, ces treize articles forment un corpus engagé qui concilie à la fois les enjeux économiques, sécuritaires, environnementaux et le bien-être des populations locales.

Résumés brefs des recherches :

- **2.1. Adjoua Rachelle Kouadio** (Cote d'Ivoire) étudie la perception des risques liés à l'usage des pesticides chez les riziculteurs de la région du Bélier (Côte d'Ivoire). Elle constate une banalisation des mesures de protection puisque les agriculteurs ne sont pas convaincus des risques directs. Elle étudie alors les conséquences de ladite banalisation qui a finalement entraîné une contamination des ressources naturelles et une vulnérabilité sanitaire.



- **2.2. Aliou Agne** (Sénégal) examine les effets de la salinisation des terres sur la sécurité alimentaire au Sine-Saloum (Sénégal). Ses modèles montrent que la salinisation dégrade significativement le score de consommation alimentaire des ménages, bien que les stratégies de survie immédiates ne soient pas encore radicalement modifiées.
- **2.3. El Hadji Hamédine Sar** (Sénégal) explore la valorisation des savoirs locaux pour assurer une gouvernance pacifique de la pêche artisanale à Rufisque. La communauté des pêcheurs Lébous a développé des mécanismes endogènes de résolution des conflits particulièrement pertinents. Il plaide pour l'intégration de ces droits locaux et pratiques coutumières dans le droit positif afin d'harmoniser la gestion des différends dans le secteur de la pêche.
- **2.4. Faridah Dosso** (Bénin) évalue l'efficacité des jeux de rôle dans l'apprentissage des techniques de gestion durable des terres au Nord Bénin. Ses résultats montrent une nette amélioration des connaissances, avec 86 % des participants ayant appliqué au moins une nouvelle pratique après la formation.
- **2.5. Gildas Louis Djohy** (Bénin) analyse l'adoption de nouvelles pratiques de mobilité pastorale au Sud-Bénin. Face aux pressions foncières et climatiques, il préconise la création de corridors pastoraux légaux et l'usage d'outils numériques pour l'orientation des troupeaux afin de réduire les conflits.
- **2.6. Igari Bio Sidi Orou Soré Luc** (Bénin) identifie les facteurs d'engagement au sein des plateformes d'innovation agricole. Il démontre que la communication participative est le levier majeur qui influence positivement l'engagement des membres, contrairement aux variables sociodémographiques qui n'ont pas d'effet significatif.
- **2.7. Jean Bernard Diatta** (Sénégal) propose un travail socio-anthropologique en Basse-Casamance (Sénégal) portée sur la gouvernance foncière. Il révèle que la terre y est perçue comme un patrimoine sacré et collectif, créant des tensions avec les dynamiques d'urbanisation et les dispositions législatives étatiques.
- **2.8. Judicaël Sabi Bata Sanni Worogo** (Bénin) étudie la valorisation de la patate douce à chair orange au Bénin. Il identifie l'indisponibilité des semences et le manque de structures de marché comme les principaux obstacles à la diffusion de cette culture pourtant cruciale pour la nutrition infantile.
- **2.9. Kouadio Natanaël Koffi** (Cote d'Ivoire) analyse les bouleversements causés par l'orpaillage clandestin chez les Baoulés de Brobo (Côte d'Ivoire). Il démontre comment cette activité a provoqué une secondarisation de l'agriculture, une flambée des prix des denrées alimentaires et une modification des valeurs culturelles traditionnelles liées à l'or.
- **2.10. Mahouna Joël Tchogbe** (Bénin) explore la transition vers l'agriculture biologique dans le département du Couffo (Bénin). Il met en lumière des réseaux de dialogue fondés sur la confiance entre agriculteurs et conseillers. Cela a ainsi favorisé une circulation des savoirs essentiellement interpersonnelle.
- **2.11. N'guessan Amenan Kan Delphine Epse Bredou** (Cote d'Ivoire) analyse le rôle des organisations agricoles dans la promotion de l'agroécologie dans la région du Gbêkê. Bien que ces organisations soient des catalyseurs potentiels, la transition est freinée par une forte dépendance aux pesticides chimiques (utilisés par 78,3 % des agriculteurs) due au manque de main-d'œuvre et à l'endettement. Elle recommande alors de renforcer la gouvernance participative et l'accès aux innovations durables pour assurer la sécurité alimentaire.

- **2.12. Sandjiry Diop** (Sénégal) analyse comment les chocs climatiques influencent la relation entre la productivité et les inégalités de revenus agricoles. Les résultats indiquent que l'accès aux semences, la possession de terres et les activités secondaires (comme l'élevage) augmentent paradoxalement la probabilité d'inégalités. En revanche, il démontre que le niveau d'instruction secondaire et l'accès à un encadrement technique permettent de les réduire. Il souligne également que les zones agroécologiques à hauts rendements (riz, mil, arachide) sont les plus exposées à ces disparités de revenus.
- **2.13. Tidjani Boukari Bata** (Bénin) analyse l'impact de la mécanisation agricole sur le bien-être des producteurs au Bénin. Si la mécanisation améliore les revenus et réduit la pénibilité, son étude souligne des inégalités d'accès qui frappent particulièrement les femmes et les producteurs non membres d'organisations.

Plus-values dans le débat public : L'apport de ces treize travaux réside dans leur capacité à transformer la recherche en données probantes et en solutions opérationnelles pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et les politiques de développement en Afrique francophone. Ils proposent une approche systémique de la transition agricole durable tout en montrant que l'innovation (mécanisation, agroécologie, cultures nutritionnelles) ne peut réussir sans la réduction des inégalités, la gestion durable des ressources, la modernisation de la gouvernance pastorale et la prise en compte des dynamiques locales. En parallèle, ces recherches enrichissent le débat public en éclairant des enjeux souvent négligés tels que les arbitrages budgétaires face à l'insécurité, la gouvernance foncière et la paix sociale, les impacts sanitaires et environnementaux des pratiques agricoles, ou encore la communication participative. Les treize travaux offrent ainsi un véritable pont entre la recherche académique et l'action publique tout en restant ancré dans les réalités territoriales et orienté vers l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.



Axe thématique 3 :

Coopération internationale et systèmes commerciaux

Six jeunes chercheurs (*Alou Adessé Dama, Diane Ruth Hien, Fallou Dieng, Nanyégbé Aimée Dededji, Romuald Atchory Eliasson Mel et Tamno Tekam Jacques Eric*) se sont lancés dans des travaux scientifiques qui portent sur la coopération internationale et les systèmes commerciaux.

Chaque contribution s'attache à analyser de manière précise les leviers et obstacles macroéconomiques et institutionnels au développement afin d'améliorer l'efficacité des actions publiques et communautaires. L'ensemble de ces six travaux repose sur une rigueur méthodologique solide, mobilisant des approches mixtes, des modèles économétriques et des analyses socio-anthropologiques approfondies. Ces recherches s'inscrivent également dans un fort ancrage territorial africain. Ensemble, ces articles constituent un corpus cohérent de recherches fondées sur des données probantes, visant à transformer les défis structurels du continent en opportunités de développement.

Résumés brefs des recherches :

- **3.1. Alou Adessé Dama** (Mali) étudie comment les vulnérabilités structurelles (économiques, environnementales, institutionnelles) réduisent l'efficacité des dépenses publiques pour l'atteinte des ODD. Ses recherches montrent que l'inclusion de ces vulnérabilités diminue significativement l'efficacité de dépenses publiques (ou les scores d'efficacité), particulièrement dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Un outil web interactif a été conçu pour permettre aux décideurs de tester ces résultats.
- **3.2. Diane Ruth Hien** (Burkina Faso) analyse l'impact potentiel de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) sur l'emploi féminin au Burkina Faso. Ses simulations montrent que si la demande d'emploi féminin augmente dans les secteurs d'exportation, les salaires des femmes non qualifiées

risquent de baisser. Elle préconise donc un accent majeur sur la formation professionnelle des femmes pour garantir des emplois décents.

- **3.3. Fallou Dieng** (Sénégal) identifie les facteurs favorisant les exportations horticoles du Sénégal (fruits et légumes). Il établit que la demande étrangère, la richesse intérieure, la langue commune et les certifications ISO sont des déterminants clés. Ses estimations évaluent le potentiel d'exportation à environ 26 millions de dollars pour les légumes et 24,5 millions pour les fruits.
- **3.4. Nanyégbé Aimée Dededji** (Bénin) explore le lien entre les subventions financières et l'innovativité des agriculteurs au Bénin. Ses résultats indiquent que les bénéficiaires de subventions sont plus innovants que les autres, mais que l'efficacité de ces aides dépend de plusieurs facteurs tels que le niveau d'instruction, le montant reçu et le suivi technique.
- **3.5. Romuald Atchory Eliasson Mel** (Cote d'Ivoire) propose une analyse socio-anthropologique. Il interroge la pérennité des projets de développement rural en Côte d'Ivoire après le retrait des ONG. Il constate une dégradation des acquis (infrastructures, motivation) due au manque de suivi post-projet et à des obstacles tels que les résistances culturelles et la répartition inégale des ressources.
- **3.6. Tamno Tekam Jacques Eric** (Cameroun) analyse l'influence de la diplomatie économique sur l'allocation de l'aide publique au développement (APD) du G7 vers l'Afrique. Il démontre que les réseaux diplomatiques augmentent le volume d'aide reçu de 50,3 % en moyenne, en soulignant que les ambassades ont un impact plus important que les consulats pour attirer ces ressources.

Plus-values dans le débat public : Les six recherches apportent une contribution majeure au débat public en traduisant des analyses académiques en leviers d'action concrets pour le développement en Afrique francophone. Elles fournissent des données probantes pour optimiser la coopération internationale et l'aide au développement, réformer les politiques agricoles et commerciales, renforcer la durabilité sociale et l'inclusion (notamment des femmes) et améliorer la gouvernance locale et la résilience territoriale. En mettant en évidence l'importance de la diplomatie économique, du ciblage des subventions, de la compétitivité à l'export, du suivi des projets communautaires et de l'intégration des savoirs locaux, ces travaux permettent de passer des politiques standardisées à des interventions contextualisées, efficaces et durables.



Axe thématique 4 :

Santé et systèmes alimentaires

Cinq jeunes chercheurs (*Arsène Byaragi Ntamusige, Brou Kouamé Aristide, Kouassi Samuel Konan, Lorraine Nadia Kouadio et Nelson Sergeo Tagang Tene*) se sont lancés sur des travaux portant sur le système sanitaire, à savoir la nutrition infantile, l'accès aux soins et la santé sexuelle.

A travers leurs recherches, ils analysent les vulnérabilités et inégalités économiques, sociales, sanitaires et alimentaires en mettant en lumière l'impact du climat, de l'urbanisation et des disparités d'accès aux ressources sanitaires. Ils valorisent également les savoirs locaux et les structures communautaires, en intégrant les pratiques coutumières et les organisations locales comme leviers de développement. Enfin, leur finalité commune est de produire des données probantes et recommandations concrètes pour informer les politiques publiques et contribuer au développement durable lié à la santé en Afrique francophone.

Résumés brefs des recherches :

- **4.1. Arsène Byaragi Ntamusige** (RDC) examine les habitudes alimentaires et les ressources locales disponibles pour formuler des préparations infantiles dans l'Est et le Centre de la RDC. Il démontre que le diagnostic est alarmant car seulement 10,68 % des enfants reçoivent trois repas par jour, et leur régime manque cruellement de vitamine A et de produits d'origine animale. Il propose ainsi de développer des formulations basées sur les ressources alimentaires locales tout en respectant les préférences régionales en termes de goût et de texture pour mieux lutter contre la malnutrition.
- **4.2. Brou Kouamé Aristide** (Cote d'Ivoire) étudie les facteurs de propagation de l'ulcère de Buruli et de la bilharziose urinaire en Côte d'Ivoire. Ses recherches identifient les activités socio-économiques, les pratiques culturelles et le manque de politiques de prévention structurées comme les causes majeures de la persistance de ces maladies au sein des communautés riveraines des aménagements hydroagricoles.
- **4.3. Kouassi Samuel Konan** (Cote d'Ivoire) étudie l'impact de l'étalement urbain sur l'offre de soins à Korhogo, en Côte d'Ivoire. L'expansion de la ville crée des marginalités sanitaires dans les périphéries où les structures publiques sont insuffisantes. Face au coût élevé des polycliniques privées et au manque

de médicaments, les populations se tournent vers l'automédication ou la médecine traditionnelle. Il démontre ainsi comment cela accroît leur vulnérabilité.

- **4.4. Lorraine Nadia Kouadio** (Cote d'Ivoire) dresse un diagnostic socio-anthropologique de l'accès des adolescentes aux services de santé sexuelle et reproductive (SSSR) dans la région du Gbêkê. Dans les zones vulnérables, cet accès est très limité par une combinaison de facteurs économiques, socioculturels et structurels. Elle préconise une approche systémique axée sur l'éducation et l'autonomisation pour protéger ce public spécifique des infections sexuellement transmissibles.
- **4.5. Nelson Sergio Tagang Tene** (Cameroun) analyse l'effet du paludisme induit par le climat sur les inégalités d'investissement éducatif entre les sexes au Sénégal. Son étude révèle que les parents sénégalais investissent davantage dans l'éducation des garçons que dans celle des filles, un écart qui s'est accentué entre 2018 et 2021. Ses résultats visent à guider les politiques publiques vers l'atteinte des ODD relatifs à l'égalité des sexes et à la lutte contre les changements climatiques.

Plus-values dans le débat public : Ces cinq articles apportent une plus-value scientifique et opérationnelle majeure en éclairant, à partir de terrains africains diversifiés, les mécanismes concrets de production des vulnérabilités sanitaires et sociales, tout en proposant des pistes d'action contextualisées. Ils se distinguent par leur ancrage empirique fort et leur approche interdisciplinaire, reliant nutrition, urbanisation, genre, climat et systèmes de santé. En mobilisant les ressources locales, en révélant les effets sanitaires de la croissance urbaine non maîtrisée et en mettant en lumière les freins structurels et socioculturels à l'accès des adolescentes aux SSSR, ces travaux dépassent le simple diagnostic pour nourrir des politiques publiques sensibles aux contextes locaux et alignées sur les Objectifs de développement durable. Ils contribuent ainsi à une meilleure compréhension des inégalités persistantes et offrent des leviers concrets pour renforcer l'équité et la résilience des populations. Ils permettent ainsi de comprendre les enjeux sanitaires actuels en Afrique Francophone.



Axe thématique 5 :

Changement climatique et biodiversité

Six jeunes chercheurs (*Alimata Zorom, Batachoka Mastaki Daniel, Jean-Baptiste Ndamiyehe Ncutirakiza, Lisette Mangaza Nondo, Mor Ndoye Diop et Traoré Kabirou Bio Comada*) se sont lancés dans des travaux analytiques qui traitent de la gouvernance des ressources naturelles telles que la conservation et l'urbanisation.

Les articles de ces six jeunes chercheurs se rejoignent autour de la gestion durable du capital naturel en Afrique. Ils explorent la gouvernance des ressources naturelles et de la biodiversité. Ils abordent ainsi la conservation des parcs, des primates, des arbres urbains, la foresterie, le reboisement et la gestion des eaux souterraines. Une attention particulière est portée aux perceptions et facteurs sociaux, en analysant comment les populations interprètent leur environnement et comment les contraintes économiques ou foncières influencent les pratiques locales, du braconnage à la migration. Les travaux interrogent également les conditions de durabilité et de résilience climatique, montrant que le succès des initiatives écologiques repose autant sur l'engagement humain et la concertation que sur les facteurs environnementaux. Enfin, tous plaident pour une gouvernance inclusive et participative, intégrant les savoirs locaux et réduisant les asymétries de pouvoir pour assurer l'efficacité des politiques publiques de protection de l'environnement et de gestion des ressources naturelles.

Résumés brefs des recherches :

- **5.1. Alimata Zorom** (Burkina Faso) évalue l'efficacité des campagnes de reboisement face à la variabilité climatique. Ses résultats indiquent que le taux de réussite des reboisements est faible, non pas principalement à cause du climat, mais à cause du manque de suivi et d'entretien (arrosage, amendement des sols) après la plantation. Elle conclut que l'influence climatique n'est déterminante que si les plants sont correctement entretenus durant leur phase initiale.
- **5.2. Batachoka Mastaki Daniel** (RDC) analyse les dimensions socio-économiques du braconnage dans le Parc National de Kahuzi-Biega. Il révèle que cette pratique, qui menace les primates comme les gorilles

de Grauer, est une stratégie de subsistance afin de faire face aux problèmes de la pauvreté, du manque d'emplois et de l'accès limité aux protéines animales. La gouvernance partagée impliquant davantage les communautés locales est mise en avant assurer une conservation durable.

- **5.3. Jean-Baptiste Ndamiyehe Ncutirakiza** (RDC) examine la dynamique des arbres urbains à Goma, où l'urbanisation et l'afflux de déplacés de guerre réduisent les espaces verts. Bien que le manque d'espace et les sols rocheux soient des obstacles majeurs, 90,2 % des résidents se disent prêts à planter davantage d'arbres si des espèces adaptées leur sont fournies. Son étude montre que la satisfaction des citoyens est généralement atteinte avec la présence d'environ six arbres par parcelle.
- **5.4. Lisette Mangaza Nondo** (RDC) étudie les perceptions sociales des services écosystémiques (SE) de la forêt tropicale dans la province de la Tshopo. Elle a identifié 32 services écosystémiques essentiels (approvisionnement, régulation et culturels), notant que leur perception varie selon le genre, l'ethnie et la proximité avec la forêt. Elle souligne le lien direct entre la diversité de ces services perçus et le bien-être humain (santé, sécurité, liberté de choix) ainsi que la valorisation des connaissances locales dans la stratégie de gestion durable des ressources naturelles.
- **5.5. Mor Ndoeye Diop** (Sénégal) étudie le rôle des cadres de concertation intercommunaux dans la gestion des eaux souterraines de la zone des Niayes. Son travail démontre que ces dispositifs, basés sur l'apprentissage collectif et la légitimité locale, permettent de réduire les asymétries de pouvoir entre les acteurs et de passer d'une gestion fragmentée à une gouvernance collective et responsable de la ressource en eau. L'intégration, la responsabilisation et la participation constituent des facteurs de succès de la gouvernance des ressources naturelles.
- **5.6. Traoré Kabirou Bio Comada** (Bénin) analyse les conséquences du passage à une gouvernance déléguée au Parc National de la Pendjari. Il montre que ces réformes ont restreint l'accès aux terres fertiles pour les ménages agricoles riverains, entraînant une diminution de 10 % des superficies cultivées et une baisse des rendements. Il avertit que cette pression foncière pourrait amplifier les phénomènes de migration si des mesures d'autonomisation économique ne sont pas prises. Cela constitue un risque majeur dans la gestion durable des ressources naturelles relatives au parc.

Plus-values dans le débat public : L'importante contribution des six articles réside dans leur capacité à fournir des solutions concrètes pour une gestion durable du capital naturel, tout en conciliant les besoins socio-économiques des populations. Ils mettent en évidence la nécessité de rééquilibrer conservation et subsistance, d'intégrer les dimensions sociales à l'écologie, de transformer la lutte contre le braconnage par des approches multi-acteurs, et d'optimiser la résilience urbaine via le reboisement et la foresterie adaptée. Par ailleurs, ils expliquent que le succès des initiatives environnementales dépend moins du climat que du suivi humain et de l'entretien des projets, et montrent comment la démocratisation de la gestion des ressources — par des cadres de concertation inclusifs — permet de réduire les asymétries de pouvoir et de renforcer la responsabilité collective. Ensemble, ces travaux illustrent une transition d'une gouvernance descendante vers une gouvernance partagée, inclusive et territorialisée, offrant des modèles reproductibles pour le développement durable en Afrique dans un contexte de changement climatique.



Axe thématique 6 :

Genre et autonomisation des femmes/fillees

Sept jeunes chercheurs (*Affoua Toutouwa Marie Adou, Etayibtalnam Koudjom, Fabrice Tanoh, Insa Sane, Mamady Dieme, Marie Thérèse Daba Sene et Yacine Marzouk*) se sont intéressés aux problématiques d'inégalités de genre vécues par les femmes/filles africaines dans la perspective de compréhension des divers défis qui fragilisent leur émancipation tout en documentant leurs stratégies de résilience.

Les sept travaux se rejoignent autour de l'inclusion et l'autonomisation des femmes en Afrique. Tous placent le genre et l'émancipation féminine au centre de l'analyse, qu'il s'agisse de mobilité, de lutte contre les violences, d'entrepreneuriat rural, ou d'autonomisation via l'agroécologie et le numérique. Ils identifient des barrières structurelles (sociales, économiques, techniques et institutionnelles) qui freinent le développement humain, et analysent les stratégies de résilience et de durabilité mises en œuvre par les femmes pour prospérer malgré ces contraintes. Enfin, ces travaux ont une visée opérationnelle, proposant des solutions concrètes pour les décideurs, allant du renforcement de la formation professionnelle et de l'accès aux infrastructures numériques à l'intégration systématique de l'approche genre dans les politiques publiques.

Résumés brefs des recherches :

- **6.1. Affoua Toutouwa Marie Adou** (Cote d'Ivoire) propose un diagnostic socio-anthropologique des violences faites aux femmes dans la région de Kabadougou, en Côte d'Ivoire. Son étude révèle une situation alarmante (viols, mutilations génitales, violences physiques et psychologiques) et souligne que ces violences, ancrées dans des pesanteurs socioculturelles, constituent un frein majeur au développement humain durable.
- **6.2. Etayibtalnam Koudjom** (Togo) diagnostique l'impact de l'entrepreneuriat rural (microentreprises non agricoles) sur la réduction de la pauvreté au Togo, avec une analyse basée sur le genre. Il montre que les hommes et les femmes mariées ont une meilleure capacité de création de microentreprises

rentables que les femmes non mariées. Il préconise également des politiques de développement ciblant spécifiquement ces dernières.

- **6.3. Fabrice Tanoh** (Cote d'Ivoire) évalue l'impact des programmes de transfert monétaire dans les communautés cacaoyères de Côte d'Ivoire. Son étude démontre un impact positif sur l'autonomisation socio-économique des femmes, mais présente des résultats contrastés sur le volet éducatif. Si certaines compétences en lecture et calcul s'améliorent pour les élèves les plus faibles, d'autres indicateurs de fluence restent inchangés.
- **6.4. Insa Sane** (Sénégal) analyse la résilience des femmes rizicultrices face à la salinisation des terres dans le département de Bignona, au Sénégal. Ses résultats indiquent que cette résilience est renforcée par la diversification des sources de revenus, l'appartenance à des réseaux de sécurité sociale et l'accès aux actifs agricoles, bien qu'elle soit menacée par la réduction des surfaces cultivables.
- **6.5. Mamady Dieme** (Sénégal) compare l'adoption des technologies numériques par les femmes dans le secteur agricole sénégalais (Matam et Sédhiou). Il montre que si l'accès est facilité par les Domaines Agricoles Communautaires (DAC), des obstacles majeurs subsistent ailleurs, notamment le manque de formation et l'accès limité aux infrastructures numériques.
- **6.6. Marie Thérèse Daba Sene** (Sénégal) examine l'agroécologie au féminin et son impact sur l'autonomisation des groupements maraîchers au Sénégal (Thiès). Bien qu'elle note des progrès en matière de reconnaissance sociale, elle souligne que l'autonomie économique reste fragile en raison des difficultés d'accès à la terre, à l'eau et au crédit.
- **6.7. Yacine Marzouk** (Maroc) explore le passage de l'automobilisme à l'automobilité chez les femmes au Maroc comme gage d'émancipation et de durabilité environnementale. Il analyse comment la maîtrise des déplacements peut se détacher de l'usage exclusif de la voiture pour favoriser des moyens de transport plus écologiques, tout en tenant compte des contraintes de sécurité liées à la violence dans l'espace public.

Plus-values dans le débat public : Les sept travaux se distinguent par leur capacité à transformer l'analyse des inégalités de genre en leviers concrets pour les politiques de développement en Afrique Francophone. Elles mettent en lumière des solutions opérationnelles : la protection contre les violences et la promotion des droits humains, l'intégration de l'approche genre dans l'urbanisme pour une mobilité sûre et écologique, le ciblage de l'entrepreneuriat rural et des transferts monétaires pour l'autonomisation économique des femmes, l'agroécologie durable et la résilience face aux aléas climatiques, ainsi que l'inclusion numérique pour lever les obstacles structurels à l'accès aux technologies. Ensemble, ces sept articles offrent des données probantes et des recommandations concrètes, transformant les constats académiques en interventions publiques adaptées aux réalités des femmes africaines.



Axe thématique 7 :

Résilience, migration et écosystèmes humanitaires

Neuf jeunes chercheurs (*Aïcha Keraoui, Aïchatou Mourfou, Blaise Mafuko, Faoziatou Gniré Tossounon, Guy Roger Yoboué Koffi, Hamitande Dout, Ibrahim Ngila Kikuni, Mariama Sarr et Minfegue Calvin Assouga*) se sont lancés sur des études sociales en s'intéressant à la protection sociale, l'insertion sociale, à la migration et aux vulnérabilités.

Les articles des neuf jeunes chercheurs partagent un point commun central : l'étude des vulnérabilités humaines et des stratégies de résilience en Afrique Francophone. Ils analysent comment les populations confrontées à la précarité (déplacés, réfugiés, migrants ou victimes d'abus) s'adaptent face aux chocs économiques et sociaux, en diversifiant leurs activités ou en ajustant leurs pratiques agricoles et migratoires. Ces recherches mettent également en lumière l'importance des systèmes de protection sociale et de santé pour améliorer le bien-être (assurance maladie, prévention de maladies locales) et soulignent l'ancrage territorial et social des interventions, qu'il s'agisse de l'éducation ou de l'insertion professionnelle. Ces travaux visent à produire des données probantes et des recommandations opérationnelles pour orienter les politiques publiques et favoriser l'inclusion et la résilience des populations les plus fragiles.

Résumés brefs des recherches :

- **7.1. Aïcha Keraoui** (Maroc) explore l'interculturalité comme levier d'insertion professionnelle pour les migrants subsahariens au Maroc. Elle soutient que les réformes institutionnelles sont insuffisantes si elles ne sont pas accompagnées de projets interculturels pour favoriser le sentiment d'appartenance et la cohésion au sein du marché du travail.
- **7.2. Aïchatou Mourfou** (Burkina Faso) évalue les impacts budgétaires de la crise sécuritaire dans le Sahel. Elle démontre que l'augmentation des conflits entraîne mécaniquement une hausse des dépenses militaires au détriment des recettes fiscales et de l'investissement privé.

- **7.3. Blaise Mafuko** (RDC) examine la perception des communautés de Goma face au Mazuku, un danger causé par les émissions de dioxyde de carbone magmatique. Il analyse l'efficacité et la mise en œuvre des mesures locales de réduction des risques. Il souligne l'importance de co-crée des stratégies adaptées aux réalités socio-économiques locales et appelle à évaluer physiquement l'efficacité de ces mesures. Il propose également d'approfondir la compréhension des perceptions communautaires.
- **7.4. Faoziatou Gniré Tossounon** (Bénin) analyse l'impact de la protection sociale sur la pauvreté multidimensionnelle au Bénin. En utilisant des micro-simulations, elle démontre qu'une réduction de 50 % des privations dans les secteurs de l'assurance maladie, de la nutrition et de la fréquentation scolaire entraîne une baisse significative de l'incidence et de l'intensité de la pauvreté dans le pays.
- **7.5. Guy Roger Yoboué Koffi** (Côte d'Ivoire) analyse la mutation agricole à Abigui, Côte d'Ivoire suite à l'effondrement de l'économie du café et du cacao. En réponse à cette vulnérabilité, les ménages ont développé une résilience autour de la production maraîchère, qui est devenue une culture de rente majeure pour plus de 76 % d'entre eux.
- **7.6. Hamidante Dout** (Burkina Faso) examine la vulnérabilité et la résilience des populations déplacées de force face aux catastrophes naturelles au Burkina Faso. Il établit un diagnostic de forte vulnérabilité et de faible résilience. Il souligne alors que les stratégies d'adaptation locales sont limitées par la faiblesse des structures de soutien institutionnel.
- **7.7. Ibrahim Ngila Kikuni** (RDC) documente les abus et exploitations liés aux interventions humanitaires au Nord-Kivu, RDC. Son étude met en lumière les actions entreprises par les agences pour lutter contre ces pratiques qui contredisent l'essence même de la mission humanitaire.
- **7.8. Mariama Sarr** (Sénégal) utilise l'approche « livelihoods » pour étudier l'accès aux services alimentaires dans la commune de Notto au Sénégal. Elle souligne que la survie des ménages repose sur une diversification des activités, où l'agriculture conventionnelle reste centrale mais est fortement soutenue par les revenus issus de la migration.
- **7.9. Minfegue Calvin Assouga** (Cameroun) porte une réflexion sur la durabilité sociale des projets humanitaires d'éducation préscolaire à l'Est du Cameroun. Il analyse comment ces initiatives s'ancrent territorialement pour encadrer durablement les réfugiés et les populations locales après le retrait des acteurs humanitaires.

Plus-values dans le débat public : La plus-value de ces neuf travaux réside dans leur capacité à transformer des analyses rigoureuses en leviers d'action concrets pour les décideurs en Afrique Francophone. Ces recherches produisent des connaissances utiles pour orienter les politiques publiques, en identifiant les vulnérabilités structurelles, les crises sécuritaires et les facteurs qui freinent ou favorisent l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Elles permettent de territorialiser les agendas globaux, en adaptant les politiques aux ressources et aux réalités locales plutôt qu'aux seuls cycles de financement internationaux. Elles proposent également des outils innovants, comme des applications interactives ou des micro-simulations, pour éclairer la prise de décision. Par ailleurs, ces neuf travaux mettent en avant l'inclusion des groupes vulnérables (femmes, réfugiés, populations déplacées, communautés exposées aux risques sanitaires et environnementaux) en suggérant des stratégies d'autonomisation et de protection adaptées. Enfin, ils valorisent les savoirs locaux et les mécanismes de gouvernance endogènes, montrant que l'intégration des autorités coutumières et des cadres de concertation intercommunaux renforce la stabilité sociale, la gestion durable des ressources et la responsabilité partagée. Ces dix articles scientifiques offrent ainsi un modèle de développement à la fois inclusif et durable.



Axe thématique 8 :

Inclusion et innovation

Cinq jeunes chercheurs (*Ansou Yaffa, Georgette Arielle Djoufan Fotsing, Marie Paule Ndzeungue, Mazignada Sika Limazie et Sylvain-Alain Kolegbe*) se sont lancés dans des travaux analytiques qui traitent des innovations appliquées à la diaspora, au secteur privé, à l'enseignement supérieur ou encore à l'agriculture.

Ces jeunes chercheurs s'inscrivent dans le domaine des sciences sociales, avec l'objectif de produire des connaissances utiles, pertinentes et innovantes. Leurs approches se concentrent sur l'appropriation et la perception des acteurs face aux politiques, technologies ou concepts nouveaux, que ce soit l'appropriation des ODD par les étudiants, l'adoption d'innovations agroécologiques par les producteurs, la perception de la RSE par les clients, ou l'engagement transnational de la diaspora. Ces recherches visent à fournir des données probantes pour éclairer les politiques publiques et promouvoir le développement durable, tout en combinant diversité géographique et rigueur méthodologique à travers des approches mixtes ou qualitatives. Ces jeunes chercheurs partagent une approche de recherche-action qui transforme les dynamiques sociales et économiques de leurs pays en améliorant la compréhension des processus d'innovation et d'engagement citoyen ou professionnel.

Résumés brefs des recherches :

- **8.1. Ansou Yaffa** (Sénégal) évalue l'intégration des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans trois universités sénégalaises (UGB, UASZ et UADB). Sa recherche montre que l'appropriation des ODD par les étudiants est très inégale : elle est ascendante et informelle à l'UGB, mais faible et peu visible à l'UADB. Les thématiques liées au climat et à la santé dominent, tandis que les enjeux de gouvernance ou de consommation responsable sont marginalisés. Il souligne que les étudiants expriment une forte demande pour des pédagogies actives et interdisciplinaires.
- **8.2. Georgette Arielle Djoufan Fotsing** (Cameroun) propose une étude qui s'inscrit dans le contexte de la globalisation et examine comment la diaspora camerounaise interagit avec son pays d'origine. En s'appuyant sur l'approche de la socio-anthropologie politique et la grille de lecture du transnationalisme, elle analyse l'impact de cet engagement sur le processus démocratique et le développement socio-

économique. Sa recherche explore particulièrement les nouvelles formes de solidarité à distance engendrées par les dynamiques de mondialisation.

- **8.3. Marie Paule Ndzeungue** (Cameroun) présente une étude de cas de l'entreprise publique Camtel. Elle explore l'influence de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) sur la participation des clients à la co-crédation de valeur. Son étude rrvèle que la perception des actions de RSE est souvent controversée et souligne un point crucial : cette perception peut mener non seulement à la co-crédation, mais aussi à la co-destruction de la valeur dans un contexte de transactions inter-entreprises (B2B).
- **8.4. Mazignada Sika Limazie** (Togo) analyse l'impact de l'adoption de nouvelles technologies agricoles sur le bien-être des ménages au Togo. En utilisant une approche mixte, elle démontre que l'adoption de ces technologies a un effet positif significatif sur les dépenses de consommation, bien que des écarts importants subsistent entre les agriculteurs adoptants et les autres. Son étude identifie des obstacles économiques, institutionnels et sociaux qui freinent encore cette adoption. De ce fait, elle plaide pour des politiques publiques mieux ciblées et plus inclusives.
- **8.5. Sylvain-Alain Kolegbe** (Bénin) propose un travail porté sur l'appropriation des pratiques de gestion durable des terres dans les systèmes de production de coton au Bénin, dans le cadre du projet TAZCO. Son étude, menée auprès de 702 producteurs, montre que la co-construction des savoirs favorise l'adoption progressive de l'agroécologie. Malgré des contraintes liées à l'accès aux financements et aux intrants, les producteurs rapportent une amélioration des rendements, une meilleure fertilité des sols et une diversification accrue de leurs revenus.

Plus-values dans le débat public : Les travaux des cinq jeunes chercheurs apportent une contribution significative au débat public en Afrique Francophone en terme d'inclusion et d'innovation. Ils montrent que l'engagement de la diaspora peut être un moteur de démocratie et de solidarité à distance, que l'intégration des Objectifs de Développement Durable dans l'éducation supérieure nécessite des approches pédagogiques interdisciplinaires pour former des cadres responsables, et que la responsabilité sociétale des entreprises doit être repensée pour éviter des effets contre-productifs. Par ailleurs, ils identifient des leviers précis pour améliorer le bien-être des ménages et l'efficacité agricole, en soulignant l'importance de l'adoption technologique, de la co-innovation et de l'implication des producteurs dans la gestion agroécologique. Ensemble, ces recherches fournissent des données probantes, contextualisées et opérationnelles qui permettent aux décideurs de passer d'actions fragmentées à des politiques publiques plus inclusives et durable.



DEUXIEME PARTIE :

RECUEIL DES RESUMES DES 60 RECHERCHES

Axe thématique 1 :

Politiques urbaines et territorialités

- 1.1. Abdou Ndiaye Diop
- 1.2. Aliou Sene
- 1.3. Awa Fall
- 1.4. El Hadji Rawane Ba
- 1.5. Hamidou Sangla
- 1.6. Hyacinthe Atangana Bamela
- 1.7. Kagambega Zéphirin
- 1.8. Mensah Coffi Mahugnon André Aina
- 1.9. Tchakouni Sondou





ADOPTION DE PRATIQUES DURABLES DANS LA COMMUNE DE BAMBEY : NATURE, DÉTERMINANTS ET IMPLICATIONS



ABDOU NDIAYE DIOP



Université Alioune Diop, Sénégal



diop.abdou-ndiaye1@ugb.edu.sn

Résumé :

Ce papier contribue à la recherche du développement durable à travers une meilleure politique de traitement des ordures ménagères à Bambey. Spécifiquement, il s'agit : (i) d'établir le profil des ménages qui adoptent des pratiques durables à l'aide de tests de différences de proportion ; (ii) d'analyser le lien entre la fréquence d'apparition de maladies environnementales et les méthodes d'élimination des déchets en appliquant une analyse factorielle des correspondances suivie d'un modèle d'analyse de la variance ; et (iii) d'identifier les facteurs influençant l'adoption de meilleures pratiques de traitement des ordures à partir d'un modèle Logit. Les données proviennent de l'Enquête Pratique Durable réalisée à Bambey en octobre 2024, qui concerne 437 ménages. Les résultats montrent en effet : (i) que la méthode d'élimination des déchets et la fréquence d'apparition de maladies environnementales sont statistiquement liées et influent positivement et significativement sur les différences d'adoption ; (ii) que la probabilité d'adopter de meilleures pratiques est influencée par le sexe du chef de ménage, son âge, son appartenance à une organisation communautaire, son niveau de revenu mensuel et l'implication des autorités locales ; et (iii) enfin, que la présence de dépôts sauvages réduit la probabilité d'adoption de pratiques durables dans les ménages. Les autorités locales doivent donc s'impliquer davantage en soutenant les organisations communautaires afin qu'elles puissent influencer plus efficacement la gestion des déchets à Bambey. En outre, il est essentiel d'interdire les dépôts sauvages en instaurant une amende pour l'abandon de déchets dans les rues et en sensibilisant les populations.

Mots-clés : Adoption, développement durable, gestion des déchets, commune de Bambey.



LES ENJEUX DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES FILIÈRES ÉCONOMIQUES DANS LES ÎLES DE LA BASSE-CASAMANCE : L'EXEMPLE DES ÎLES DE CARABANE ET DE CACHOUANE



ALIOU SENE



Faculté des Sciences et Technologies de l'Education et de la Formation (FASTEF), Laboratoire Mémoires, Métiers et Territoires (M2TA), Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal



aliou39.sene@ucad.edu.sn

Résumé :

La Basse Casamance, située dans le sud ouest du Sénégal, est une région riche en ressources naturelles, favorable au développement de plusieurs activités telles que la pêche, l'agriculture et le tourisme. Ses potentialités forestières, agricoles et halieutiques, jadis appréciées et louées par les colonisateurs, font face à de nombreux défis économiques, environnementaux et sociaux qui entravent son développement. L'un des principaux enjeux est la question foncière, car les Casamançais, notamment les Diolas, sont très attachés à l'autogestion de leurs terres et s'opposent fermement à toute ingérence extérieure concernant leur attribution ou leur utilisation. Cette vision traditionnelle de la propriété collective entre souvent en conflit avec les pratiques coloniales et postcoloniales, qui ont divisé les terres sans tenir compte des différences culturelles et historiques. Il s'y ajoute que le conflit qui y sévit depuis 1982 a complètement bouleversé des équilibres déjà fragiles, avec comme conséquences, entre autres, l'abandon de plusieurs villages, le dépeuplement, la salinisation des rizières et la pollution des forêts et des zones rizicoles par les mines antipersonnel. Loin de baisser les bras, les populations des îles de Carabane et de Cachouane, dans un élan de résilience, mettent en œuvre diverses stratégies pour maintenir leurs activités. L'objectif de cet article, fondé sur une approche pluridisciplinaire, est de cerner la problématique du développement durable et équitable dans la région, à travers l'étude des filières économiques dans certaines îles comme Carabane et Cachouane, tout en mettant l'accent sur les stratégies qui intègrent les besoins et les valeurs des communautés locales en lien avec les enjeux environnementaux et économiques.

Mots clés : Développement durable, îles, Carabane, Cachouane, économie.



EFFETS STRUCTURANTS DU TRAIN EXPRESS RÉGIONAL (TER) À DAKAR (SÉNÉGAL, AFRIQUE DE L'OUEST)



AWA FALL



Laboratoire de Géographie Humaine, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal



fallawa8519@gmail.com

Résumé :

Cet article est une contribution au débat autour des grands projets de transport et leurs impacts sur les territoires dont les écrits sont relativement peu représentés en Afrique. Le TER est un transport de masse sur site propre, introduit en 2021 dans le système de mobilité à Dakar, dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE) horizon 2035. La ligne ferroviaire parcourt 36 kilomètres du centre-ville de Dakar une grande partie de la périphérie en 46 minutes. Elle vient en réponse à la crise d'accessibilité routière récurrente aux heures de pointe à Dakar. Toutefois, la fonctionnalité du TER est évaluée au-delà de l'aspect mobilité. Le TER est appréhendé par les pouvoirs publics sénégalais comme un moyen de transport structurant au service des zones périphériques situées sur le tronçon. L'article s'intéresse aux dynamiques observées sur des espaces périphériques en lien avec la desserte ferroviaire. Quatre territoires périphériques sont retenus, Thiaroye, Keur Mbaye Fall, Rufisque et Bargny, suivant des critères d'inclusion : la localisation géographique, le poids démographique, la polarisation en termes de desserte, la présence d'activités et de services, le rapport historique avec le chemin de fer. La méthodologie s'appuie d'abord sur une observation directe de ces espaces et une analyse de documents ; ensuite des entretiens au nombre de (15) réalisés auprès des services étatiques et privés en charge de l'organisation des transports, en particulier du TER et des collectivités territoriales et enfin des enquêtes administrées à (390) usagers, (92) acteurs économiques et (60) rabatteurs localisés aux abords des gares. Les résultats indiquent une attractivité résidentielle et une tendance haussière des biens immobiliers ; une consolidation des activités informelles, des aménagements ouverts aux gares. Les signes d'évolution moins reluisants sont imputables à l'absence de politiques publiques d'anticipation des effets structurants et au manque de créativité des collectivités territoriales.

Mots clés : Effets structurants, transports de masse, Train Express Régional, Dakar.

TERRITORIALISATION DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE (ODD) AU SENEGAL : QUAND LE GLOBAL L'EMPORTE SUR LE LOCAL DANS LES COMMUNES DE PARCELLES ASSAINIES ET GUEULE TAPEE-FASS-COLOBANE



EL HADJI RAWANE BA



Département de géographie, Laboratoire de Géographie Humaine, UCAD, Sénégal



rawaneba2863@gmail.com

Résumé :

Cet article analyse la territorialisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) à Dakar à travers deux cas contrastés : Gueule Tapée–Fass–Colobane (GTFC) et Parcelles Assainies (PA). Il interroge la capacité des collectivités territoriales à s'approprier un agenda global dans des contextes de gouvernance marqués par l'asymétrie entre acteurs locaux et bailleurs internationaux. GTFC illustre une territorialisation descendante : le projet de « territorialisation inclusive des ODD », financé par quatre agences onusiennes, cible principalement des enjeux sociaux (santé, éducation, emploi, égalité, gouvernance) en s'appuyant sur une logique de sécurité humaine. À l'inverse, PA met en œuvre une territorialisation ascendante : son Plan de Développement Communal Durable, soutenu par l'IFDD, a donné naissance au projet PRESPEA, centré sur la résilience écologique, la biodiversité urbaine et la lutte contre les îlots de chaleur. Les résultats montrent que malgré leur importance stratégique, les collectivités locales restent périphériques dans la conception et la mise en œuvre des projets, souvent cantonnées à un rôle d'exécutant. Cette subalternisation génère des territoires éphémères, dépendants du cycle de financement des bailleurs. L'analyse mobilise le cadre du donut de Raworth pour montrer que GTFC tend à relever le plancher social sans dépasser les limites écologiques, tandis que PA amorce une trajectoire inverse. L'article plaide pour une territorialisation véritablement transformative des ODD : co-construite, contextualisée et inscrite dans les temporalités et les ressources des territoires. En définitive, territorialiser les ODD suppose de dépasser les logiques d'imposition ou d'alignement pour faire émerger des politiques publiques adaptées, négociées et soutenables à l'échelle locale.

Mots-clés : Collectivités territoriales, territorialisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), gouvernance territoriale, territoire subalterne, Dakar.



TERRORISME, MOBILITÉ DES POPULATIONS ET RECOMPOSITION DE LA COMMUNICATION SOCIALE DANS LES ÉTATS DU SAHEL



HAMIDOU SANGLA



Docteur en Sciences de l'Information et de la Communication Université Joseph Ki-Zerbo,
Burkina Faso



hamidousangla@yahoo.fr

Résumé :

L'objectif de la présente recherche est d'analyser la relation entre le terrorisme, la mobilité des populations et la recomposition de la communication sociale dans les États du Sahel, notamment le Burkina Faso, le Niger et le Mali. Elle est structurée autour de la question suivante : comment le terrorisme influence t il la mobilité des populations et renouvelle t il les formes de communication sociale dans les États du Sahel ? Mobilisant la théorie de l'agir communicationnel et de la mobilité, l'étude repose sur une démarche essentiellement qualitative. Les données ont été collectées à partir d'entretiens menés avec des acteurs sociopolitiques, médiatiques, des populations déplacées internes (PDI) et des communautés d'accueil. L'étude mobilise également les données issues des outils de communication digitale de l'Association des Webactivistes du Niger (ANIWEB), de l'Association des Blogueurs du Burkina Faso (ABB) et de la plateforme Benbere des blogueurs au Mali. Les résultats montrent une influence accrue du terrorisme sur la mobilité des populations au Sahel, ainsi qu'une mobilisation renforcée des acteurs de la communication sociale, notamment les médias d'État, les radios communautaires et les réseaux sociaux, afin de soutenir la résilience des populations.

Mots clés : Déplacés internes, mobilité, terrorisme, communication sociale, AES.



ACCESSIBILITÉ ROUTIÈRE ET DÉFIS DES MOBILITÉS VILLES-CAMPAGNES DANS LE DÉPARTEMENT DU FARO (NORD, CAMEROUN)



HYACINTHE ATANGANA BAMELA



Institut National de Cartographie, Cameroun



atanganabh@yahoo.fr

Résumé:

Au Cameroun, la route est essentielle pour le transport de biens, la mobilité des personnes et l'accès aux services. Dans un contexte de dégradation des infrastructures, cette étude analyse les défis socio économiques de la mobilité entre villes et campagnes dans le département du Faro. Elle s'appuie sur une approche pluridisciplinaire, mêlant enquêtes par questionnaire (auprès des populations rurales, commerçants et transporteurs) et entretiens semi directifs avec des responsables institutionnels et locaux. Trois principaux constats émergent. D'abord, environ 97 % des routes reliant Poli et Béka aux zones rurales sont en mauvais état, ce qui freine les déplacements. Ensuite, cette situation provoque d'importantes pertes post récoltes, surtout pour les produits périssables. Enfin, la faible accessibilité renforce la dépendance aux échanges transfrontaliers avec le Nigéria. Ces difficultés freinent le développement local et accentuent l'ouverture économique vers l'extérieur.

Mots clés : Accessibilité routière, défis socio économiques, mobilités villes campagnes, département du Faro.



LE BASSIN VERSANT DU KOU : UN TERRITOIRE SOUS PRESSION ENTRE ENJEUX ECONOMIQUES, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX



KAGAMBEGA ZÉPHIRIN



Institut des Sciences des Sociétés (INSS), Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST), Burkina Faso



kagambegazephirin@gmail.com

Résumé :

Cet article analyse les interactions entre dynamiques sociales, économiques et environnementales dans le bassin versant du Kou, au Burkina Faso, un territoire soumis à une pression croissante liée à la variabilité climatique, aux migrations internes et à l'intensification des usages fonciers. L'étude s'appuie sur une approche mixte combinant l'analyse diachronique d'images satellites (1984, 2004, 2024) et des enquêtes socio économiques menées auprès de 210 ménages répartis dans neuf villages. Les résultats révèlent une transformation rapide de l'occupation des sols, avec une perte de plus de 70 % des savanes arbustives et une forte progression des terres cultivées (+173 %) et des zones d'habitat (+281 %). Cette dynamique s'accompagne d'une dégradation écologique marquée : recul des plans d'eau, érosion des sols et déforestation. Sur le plan social, l'étude met en évidence une forte vulnérabilité des populations, liée à l'insécurité foncière, à l'exclusion des femmes et à un faible niveau d'instruction. Les stratégies d'adaptation observées, comme la diversification des activités, la migration ou l'usage d'intrants chimiques, traduisent une résilience à court terme mais posent des risques environnementaux. L'analyse souligne un cercle vicieux entre pauvreté, inégalités structurelles et dégradation des ressources. L'article plaide pour une approche intégrée articulant gouvernance foncière, éducation rurale, appui à l'agroécologie et valorisation des initiatives locales, en vue de renforcer la durabilité du développement territorial dans le bassin du Kou.

Mots clés : Vulnérabilité socio-environnementale, stratégies d'adaptation, gouvernance foncière, bassin du Kou, Burkina Faso.



ILLÉGALISMES ET FORMES D'ARRANGEMENTS LIÉS AU DÉGUERPISSEMENT DES OCCUPANTS DES ESPACES PUBLICS À COTONOU ET PARAKOU (BÉNIN)



MENSAH COFFI MAHUGNON ANDRÉ AÏNA



Université de Liège, Belgique et Université de Parakou, Bénin



andremensah.aina@gmail.com

Résumé:

Cet article analyse les tensions entre régulation formelle et gestion informelle de l'occupation illégale de l'espace public à Cotonou et Parakou, en s'appuyant sur les concepts d'illégalismes et d'arrangements. À travers une enquête empirique (entretiens, observations) et la revue documentaire, il met en lumière les interactions entre commerçants et autorités, diverses formes d'illégalisme (occupation des trottoirs, commerce informel, résistances aux déguerpissements) et les arrangements qui en découlent (alertes, négociations, occupations discrètes). La cohabitation entre contrôle étatique et flexibilité sociale révèle les contradictions des politiques urbaines et interroge la nécessité d'une gouvernance inclusive et adaptée aux réalités locales.

Mots-clés : Illégalisme, arrangements, occupation de l'espace public, régulation urbaine, gouvernance informelle, Cotonou et Parakou.

ENTRE EAUX PARTAGÉES ET POUVOIRS DISPERSÉS : FRAGMENTATION INSTITUTIONNELLE ET GOUVERNANCE MULTI- NIVEAUX DES RIVIÈRES URBAINES À KPALIMÉ ET ATAKPAMÉ AU TOGO



TCHAKOUNI SONDOU



Centre d'Excellence Régional sur les Villes Durables en Afrique (CERViDA-DOUNEDON), Université de Lomé, Togo



kevinsondou@gmail.com / <https://orcid.org/0009-0004-9495-1559>

Résumé:

L'expansion urbaine dans les villes d'Afrique de l'Ouest souvent conduite en dehors du cadre légal de planification urbaine, exacerbe les défis de gestion des systèmes fluviaux telle que les rivières. Cet article examine la gouvernance des rivières urbaines à Kpalimé et Atakpamé, au Togo, en mettant en lumière les effets de la fragmentation institutionnelle ainsi que la complexité des relations entre les parties prenantes. En utilisant une approche qualitative combinant des entretiens semi-directifs, l'analyse documentaire et la méthode d'analyse MACTOR, l'étude révèle la multitude d'acteurs publics, traditionnels et communautaires agissant selon des logiques et des normes parfois contradictoires. Cette pluralité d'acteurs non coordonnée donne lieu à des controverses quant aux compétences, aux usages et aux priorités de gestion. Face à l'inefficacité institutionnelle, les habitants développent des pratiques hybrides et adaptatives, oscillant entre initiatives communautaires et accords informels. Il ressort de l'analyse aussi que la gouvernance des rivières urbaines dans ces villes repose davantage sur des équilibres fragiles que sur une planification intégrée. L'étude souligne la nécessité de repenser les mécanismes de coordination et d'articuler les savoirs locaux et institutionnels pour une gestion durable et inclusive des ressources hydriques dans un contexte urbain.

Mots clés : Rivière urbaine, Gouvernance multiniveaux, gouvernance de l'eau, gestion des ressources naturelles, Togo, fragmentation institutionnelle.

Axe thématique 2 :

Pratiques rurales, agriculture durable et innovation

- 2.1. Adjoua Rachelle Jouadio
- 2.2. Aliou Agne
- 2.3. El Hadji Hamédine Sar
- 2.4. Faridah Dosso
- 2.5. Gildas Louis Djohy
- 2.6. Igari Bio Sidi Orou Soré Luc
- 2.7. Jean Bernard Diatta
- 2.8. Judicael Sabi Bata Sanni Worogo
- 2.9. Kouadio Natanael Koffi
- 2.10. Mahouna Joel Tchogbe
- 2.11. N'guessan Amena Kan Delphine Epse Bredou
- 2.12. Sandjiry Diop
- 2.13. Tidjani Boukari Bata



INCIDENCES DE LA PERCEPTION DES RISQUES SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX ET SANITAIRES LIES A L'USAGE DES PESTICIDES ET PRATIQUES AGRICOLES DES RIZICULTEURS DANS LA REGION DU BELIER (CÔTE D'IVOIRE)



ADJOUA RACHELLE KOUADIO



Département d'Anthropologie et de Sociologie (DAS), Université Alassane Ouattara (UAO),
Cote d'Ivoire



rachellekadjoua@gmail.com

Résumé :

Cette étude s'est donnée pour objectif d'analyser les incidences de la perception des risques socio sanitaires et environnementaux liés à l'usage des pesticides et les pratiques agricoles des riziculteurs de la région du Bélier. La démarche méthodologique adoptée est de type mixte. Les données qualitatives ont été recueillies à travers quatre focus groups et dix entretiens individuels réalisés à l'aide de la technique du choix raisonné. Le volet quantitatif a mobilisé 205 personnes à qui un questionnaire a été administré. Le traitement et l'analyse des données ont été respectivement effectués à l'aide de la technique du tri thématique manuel pour le volet qualitatif et du logiciel Statistical Package for Social Sciences 16.0 (SPSS 16.0) pour le volet quantitatif. L'analyse des données collectées a permis de connaître le niveau de connaissance des riziculteurs sur les pesticides utilisés, leur nature, les perceptions qui y sont associées ainsi que leurs effets néfastes sur la santé, l'environnement et les rapports sociaux.

Les effets de ces pesticides résultent du comportement des riziculteurs vis à vis des produits, notamment le port des outils de protection, le dosage, le moment d'application, les autres comportements à risque, le rinçage des matériels et vêtements, la gestion des emballages et le lieu de stockage. En effet, peu sont persuadés des risques directs qu'ils encourent et, de ce fait, ils banalisent les mesures de protection, ce qui constitue des facteurs de vulnérabilité pour leur santé, mais aussi de contamination des ressources naturelles à proximité.

Mots clés: Incidences, perception des risques, usage des pesticides, pratiques agricoles, Région du Bélier.

EFFETS DE LA SALINISATION DES TERRES AGRICOLES SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES DANS LA RÉGION DU SINE-SALOUM AU SÉNÉGAL

 **ALIOU AGNE**

 Université Alioune Diop de Bambey, Sénégal, Unité de formation et de recherche Économie, Management et Ingénierie Juridique (ECOMIJ), membre du Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Sciences Sociales (LIRSS), Sénégal

 agnealiou9@gmail.com / <https://orcid.org/0009-0005-9209-567X>

Résumé :

Cette recherche vise à analyser les effets de la salinisation des terres sur la sécurité alimentaire des ménages agricoles dans la région du Sine-Saloum au Sénégal. Des données ont été collectées auprès de 1199 ménages agricoles, à travers une enquête de terrain effectuée dans six différentes communes touchées par la salinisation des terres. A partir de ces données, deux modèles économétriques ont été estimés pour mesurer l'effet des surfaces agricoles salinisées sur le score de consommation alimentaire (SCA) et sur le Coping Strategy Index (CSI) des ménages enquêtés. Les résultats des estimations par la méthode des MCO (avec erreurs robustes) montrent que la salinisation affecte négativement et significativement la sécurité alimentaire mesurée par le score de consommation alimentaire (SCA), mais n'a pas d'effet significatif sur le Coping Strategy Index (CSI). Cela indique une insécurité alimentaire modérée, mais pas extrême. Cet article contribue ainsi à combler le gap de littérature sur l'effet de la salinisation des terres sur la sécurité alimentaire au Sénégal en utilisant des indicateurs appropriés de la sécurité alimentaire. Par ailleurs, ses résultats suggèrent la mise en œuvre de politiques intégrées pour lutter contre la salinisation telles que la remise en état des sols, la formation des ménages agricoles en agroécologie et la promotion de plantes halophytes.

Mots clés : Salinisation, dégradation des terres, sécurité alimentaire, Sine-Saloum, Sénégal.

L'ENGAGEMENT DES AUTORITÉS COUTUMIÈRES DANS LA GOUVERNANCE PACIFIQUE DE LA PÊCHE ARTISANALE AU SÉNÉGAL : L'EXEMPLE DE LA COMMUNAUTÉ DE PÊCHEURS DE RUFISQUE (DAKAR, SENEGAL)



EL HADJI HAMÉDINE SAR



Laboratoire Interdisciplinaire de Recherches en Sciences sociales, LIRSS (UFR ECOMIJ) Ecole Doctorale des Sciences et Techniques et des Sciences Sociales (EDSTSS) Université Alioune DIOP de Bambey, Sénégal



elhamedinesar@gmail.com

Résumé :

Cette recherche porte sur la valorisation des savoirs et pratiques locaux pour la construction d'une pêche artisanale pacifique. Elle a pour cible spécifique les Lébous de la ville de Rufisque (Dakar, Sénégal), une communauté qui pratique essentiellement la pêche comme activité génératrice de revenus. De fait, cette communauté a su développer des mécanismes endogènes pertinents de résolution des conflits. Dans un contexte marqué par la vulnérabilité des acteurs du secteur de la pêche, le règlement pacifique des différends devient un impératif. C'est dans cette logique que s'inscrit cette recherche, qui a pour ambition d'explorer les mécanismes et savoirs endogènes de gestion des conflits en vue de leur capitalisation et de leur intégration dans le droit positif. Cet article se base sur des enquêtes menées auprès des différentes parties prenantes de la pêche artisanale à Rufisque : pêcheurs, ménages, femmes transformatrices de poissons, organisations faitières de la pêche artisanale, autorités administratives, autorités coutumières, ministère, experts et autres. Les résultats montrent la nécessité de mettre en place un cadre harmonisé de gestion des différends.

Mots-clés : Autorités coutumières, mécanismes traditionnels, droits locaux, gestion des conflits, gouvernance.

COMMENT LES JEUX DE RÔLE FAVORISENT L'APPRENTISSAGE DES INNOVATIONS DE GESTION DURABLE DES TERRES PAR LES AGRICULTEURS ?



FARIDAH DOSSO



Université de Parakou, Bénin



dossofaridah@gmail.com

Résumé :

Dans le but d'améliorer les processus de transfert de connaissance et d'apprentissage des innovations par les agriculteurs, les jeux de rôle ont été introduit comme méthode de transfert des innovations auprès de ces derniers. Cette étude analyse l'effet des jeux de rôle sur l'apprentissage et l'application des innovations de gestion durable des terres (GDT) par les agriculteurs au Nord Bénin. À travers un protocole expérimental de renforcement de capacités fondé sur des jeux de rôle, 76 agriculteurs ont été formés sur les principes et techniques GDT. L'évaluation a été conduite en s'appuyant sur les différents niveaux d'apprentissage de Bloom et une méthode d'évaluation avant/après. Les résultats montrent une nette amélioration du niveau de connaissance : 65 % des participants ont atteint un niveau d'analyse approfondi après les activités, contre seulement 5 % initialement. Le test t de Student révèle une différence statistiquement significative entre les scores moyens avant et après ($p < 0,05$) du niveau des agriculteurs sur les pratiques GDT. De plus, 86 % des participants ont appliqué au moins une pratique GDT, principalement des techniques accessibles ne nécessitant ni intrants coûteux ni encadrement spécifique. Le caractère ludique et participatif des jeux de rôle, les compétences des animateurs des jeux, le contenu des modules de formation, les outils de formation et la pertinence des thématiques abordées face aux problèmes des agriculteurs ont constitué des facteurs clés de l'apprentissage des agriculteurs. Toutefois, des contraintes comme le manque de ressources, la complexité technique perçue ou l'absence de suivi limitent l'application de certaines pratiques techniquement moins accessibles. L'étude conclut que les jeux de rôle constituent des méthodes efficaces de transfert de connaissances agricoles, de facilitation de l'apprentissage et changement de pratiques agricoles, mais que leur impact peut être optimisé par un accompagnement post-formation.

Mots clés : Jeux de rôle, apprentissage, diffusion des innovations agricoles, adoption des innovations agricoles, Evaluation.

ANALYSE DES DÉTERMINANTS DE L'ADOPTION DE NOUVELLES PRATIQUES DE MOBILITÉ PASTORALE ET SES DYNAMIQUES SPATIO-TEMPORELLES DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENTS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX AU SUD-BÉNIN



GILDAS LOUIS DJOHY



Université de Parakou, Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines, Département de Géographie et Aménagement du Territoire, Bénin



gildasdjohy@gmail.com

Résumé :

Dans un contexte de mutations environnementales rapides et d'intensification des pressions foncières, la mobilité pastorale demeure une stratégie essentielle d'adaptation pour les pasteurs et agro pasteurs en Afrique de l'Ouest. Toutefois, cette pratique traditionnelle est de plus en plus fragilisée par des dynamiques sociopolitiques et écologiques qui bouleversent les équilibres traditionnels. Au Sud Bénin, notamment dans les communes de Zogbodomé, Zagnanado et Ouinhi, la mobilité pastorale se heurte à une recomposition accélérée des territoires ruraux et à une multiplication des conflits d'usage. Cette étude vise à analyser les déterminants, les formes, les perceptions et les perspectives liées à la mobilité pastorale dans ces communes en mutation. L'approche méthodologique adoptée repose sur une enquête de terrain menée entre novembre 2024 et février 2025 auprès de 161 pasteurs et agro pasteurs, complétée par l'analyse de données climatiques et environnementales (1993 2022) ainsi que démographiques (1992 2022). Les enquêtes de terrain ont permis de recueillir les données socio économiques, les perceptions des pasteurs et agro pasteurs sur les changements climatiques, l'évolution environnementale et la qualité des interventions institutionnelles. Ces données ont été croisées avec des analyses statistiques descriptives, des données spatiales (occupation du sol) et des séries pluvio thermiques. Les résultats révèlent un profil relativement homogène des pasteurs et agro pasteurs (100 % peuls, musulmans, masculins, non propriétaires du cheptel), traduisant une forte dépendance au système de confiage du cheptel. La mobilité apparaît comme une réponse collective face aux pressions environnementales (variabilité climatique, dégradation des ressources) et foncières (appropriation, restriction d'accès, compétition inter usagers). Les zones de départ et d'accueil illustrent une logique de déplacement adaptatif fortement influencée par la disponibilité des pâturages et de l'eau. Les perceptions des enquêtés, unanimement alarmantes sur l'ensemble des facteurs déterminants de la mobilité pastorale (100 %), traduisent un diagnostic communautaire cohérent mais peu pris en compte dans les politiques d'adaptation actuelles. Par ailleurs, les interventions institutionnelles sont jugées peu satisfaisantes en raison d'un manque d'inclusion, de formation et de dispositifs de soutien adaptés. Cette étude met en lumière la nécessité de repenser la gouvernance pastorale en s'appuyant sur des approches territorialisées, participatives et technologiques. Elle recommande la mise en place de corridors pastoraux légaux, la reconnaissance et la sécurisation des droits fonciers pastoraux, l'usage d'applications mobiles pour l'orientation pastorale ainsi que la modernisation des dispositifs locaux de médiation. Loin d'être un obstacle au développement, la mobilité pastorale constitue un levier d'innovation et de résilience, à condition qu'elle soit reconnue, soutenue et co construite avec les principaux acteurs concernés.

Mots-clés : Déterminant, mobilité pastorale, environnemental, socio-économique, Sud-Bénin.



FACTEURS D'ENGAGEMENT DANS LES PLATEFORMES D'INNOVATION AGRICOLE : RÔLE DE LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE ET DE L'INTERDÉPENDANCE ENTRE ACTEURS



IGARI BIO SIDI OROU SORÉ LUC



Laboratoire de Recherche sur l'Innovation pour le Développement Agricole (LRIDA), Bénin



lucigari018@gmail.com

Résumé :

Les plateformes d'innovation sont de plus en plus promues dans le secteur agricole afin de favoriser la collaboration, la co-crédation et l'innovation. Toutefois, après leur mise en place, ces plateformes rencontrent plusieurs défis liés à la gouvernance, à la participation active des acteurs, ainsi qu'au désengagement précoce de certains membres. Ces difficultés compromettent souvent leur fonctionnement et leur durabilité. Cet article vise à identifier les facteurs influençant l'engagement des acteurs au sein des plateformes d'innovation. Une approche par méthodes mixtes a été utilisée, impliquant une enquête par questionnaire semi-structuré auprès de 78 membres de la Plateforme d'innovation mangue fruit et des discussions de groupe avec quelques membres. Les résultats montrent que la communication participative influence positivement et significativement l'engagement organisationnel ($\beta = 0.901$, $p < 0.001$). Contrairement aux variables sociodémographiques (âge, sexe, origine, religion, situation matrimoniale, distance), qui n'ont pas eu un effet significatif sur l'engagement des acteurs, la structure du réseau par ailleurs, semble, avoir un effet sur l'engagement des acteurs au sein des plateformes d'innovation. Pour soutenir l'engagement des acteurs au sein des plateformes d'innovation, il est essentiel de promouvoir une gouvernance basée sur des mécanismes de communication participative favorisant une inclusion équitable et continue des membres d'une part et réduire au minimum les asymétries d'interactions.

Mots clés: Plateforme d'innovation, engagement, facteurs, communication participative, Bénin.

LE FONCIER DANS LES VILLAGES DE CABROUSSE, ESULALU ET LA COMMUNE DE OUSSOUE : QUELLES ALTERNATIVES POUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL ?



JEAN BERNARD DIATTA



École Doctorale Espaces, Sociétés et Humanités, Laboratoire de Recherche en Sciences Économiques et Sociales (LARSES), Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal



jb.d1@zig.univ.sn

Résumé :

La Basse Casamance, particulièrement le milieu joola « Kassa », est marquée par une pluralité de systèmes normatifs et par un attachement profond à la religion du terroir. En milieu joola, la gestion et la gouvernance foncières constituent un enjeu central pour la stabilité sociale et le développement local. Cette recherche socioanthropologique, menée dans les villages de Cabrousse, Esulalu et la commune de Oussouye en Basse Casamance, au Sénégal, s'intéresse à la manière dont les populations joola « Kassa » se représentent la terre, la gouvernent et la défendent face aux mutations contemporaines. L'objectif de ce document est d'analyser les effets des transactions générées par les dynamiques foncières dans les villages de Cabrousse, Esulalu et la commune de Oussouye. Cette étude interroge les dynamiques de représentation, de transmission et de gouvernance du foncier dans une localité où se superposent héritages coutumiers et dispositions étatiques. À travers une approche qualitative basée sur des entretiens, des observations de terrain et l'analyse des discours, la recherche révèle que la terre est un patrimoine collectif familial : elle est sacrée et étroitement liée aux bois sacrés. Sa gouvernance est d'ordre pluriel. Les résultats montrent que les acteurs locaux, notamment à Cabrousse et à Élinkine, développent des stratégies d'adaptation et de résistance face à l'urbanisation croissante, à l'expansion touristique et à la marchandisation du foncier. Une menace de crise sécuritaire se profile en raison du déphasage entre les délimitations traditionnelles et les délimitations modernes. Toutefois, ces crises foncières suscitent également des innovations sociales dans la gouvernance, grâce à l'implication des autorités coutumières qui garantissent des modes de gestion collective.

Mots clés : Foncier, Gouvernance, Joola, représentation, terre.



POTENTIELS ET OBSTACLES SOCIO-ÉCONOMIQUES À LA VALORISATION DES VARIÉTÉS LOCALES DE LA PATATE DOUCE À CHAIR ORANGE BIO FORTIFIÉE AU BÉNIN



JUDICAËL SABI BATA SANNI WOROGO



Université de Parakou (UP), Benin



judicaelsanniworogo@gmail.com

Résumé:

La patate douce à chair orange (PDCO) riche en calorie et en provitamine A joue un rôle crucial dans l'amélioration de la santé et la nutrition des enfants et des femmes dans les communautés rurales. Cependant, sa valorisation est déterminée par plusieurs facteurs liés à la reconnaissance des avantages qu'elle offre pour la sécurité alimentaire. Cette étude a évalué les potentiels et obstacles liés à la valorisation des variétés locales de la PDCO au Bénin. Des entretiens individuels et de groupes associés à des observations participatives ont été menés entre novembre et janvier 2025 auprès de 400 producteurs, 520 consommateurs et 200 commerçants/transformateurs au Nord et au Sud du Bénin. L'indisponibilité des semences et leurs inaccessibilités constituent les principales raisons de la faible production de la PDCO exprimées par la quasi-totalité des producteurs. Les avantages agronomiques et environnementaux comprennent les conditions climatiques et pédologiques jugées favorables par les producteurs et la non nécessité d'utilisation des fertilisants et pesticides en cours de production. L'étude montre une contribution positive de la PDCO dans la cohésion sociale et le maintien des coutumes locales à travers son utilisation dans les festivités et événements traditionnels locaux. Les principaux avantages perçus sont une source de nourriture (100 %), l'obtention de plus d'énergie (95,6 %), une meilleure santé (85 %) et une meilleure croissance chez les enfants (55,5 %). Par ailleurs, l'étude montre l'absence des coopératives de producteurs, de marché et le manque d'information et de soutien dans la chaîne de valorisation de la PDCO comme des obstacles à sa valorisation. Près de 89,35 % des enquêtés ne savent pas que la PDCO constitue une source de vitamine A et donc pourrait contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des populations. Cette étude apporte des informations probantes sur les systèmes alimentaires et le développement humain au profit des décideurs politiques et des praticiens pour permettre à la PDCO de jouer un rôle à la diversification et à la sécurité sanitaire et nutritionnelle au Bénin.

Mots clés : Sweet potato, β -carotène, adaptation, zones agroécologiques, Bénin.

BOULEVERSEMENTS SOCIO-ÉCONOMIQUES TRADITIONNELS ET CULTURELS LIÉS À L'ORPAILLAGE CLANDESTIN CHEZ LES BAOULÉS DE BROBO (CÔTE D'IVOIRE)



KOUADIO NATANAËL KOFFI



Centre de Recherche pour le Développement, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire



koffi.natanael@yahoo.com

Résumé:

La présente contribution explore les bouleversements socio-économiques, culturels et traditionnels liés à la pratique de l'orpaillage clandestin chez les communautés Baoulés de Brobo. De nature qualitative, elle analyse des données d'entretiens réalisés auprès de 68 individus dans les villages de Sarakakro et Bounda. Les principaux résultats montrent que, du point de vue traditionnel et culturel, l'or a une valeur religieuse, juridique et socio-économique non marchande chez les Baoulés de Brobo. Ces valeurs interdisent le commerce de l'or et sa recherche volontaire. Cependant, le contact de cette communauté avec des migrants orpailleurs a conduit à modification de ces croyances et à leur implication dans l'activité d'orpaillage. Cette activité a créé une densification de la population, une forte demande des produits agricoles de subsistance et une secondarisation de l'agriculture par la jeunesse. L'ensemble de ces éléments a conduit à une flambée des prix des produits agricoles de premières nécessité, à l'accès difficile à la main-d'œuvre agricole avec des coûts élevés.

Mots clés : Orpaillage clandestin, bouleversement, culture, tradition, Baoulé.



PRODUCTION ET CIRCULATION DES SAVOIRS DANS LA TRANSITION VERS L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE ANALYSE DES RÉSEAUX DE DIALOGUE DANS LE COUFFO AU BÉNIN



MAHOUNA JOËL TCHOGBE



Ecole de Sociologie Rurale et de Vulgarisation Agricole, Ecole Doctorale des Sciences Agronomiques
et de l'Eau, Université Nationale d'Agriculture de Kétou, Bénin



tchomael@gmail.com

Résumé :

Cet article propose une lecture sociologique des dynamiques de production et d'échange de savoirs à l'ère d'une transition vers l'Agriculture Biologique (AB) dans le Couffo au Sud-Ouest du Bénin. Les résultats révèlent que les réseaux de dialogue sont des structures cohésives au sein desquelles la confiance est une valeur favorisant une combinaison d'interactions sociales entre agriculteurs et conseillers agricoles. Cette combinaison permet de produire des savoirs agricoles et de transcender les hiérarchies épistémologiques. La circulation des savoirs est portée essentiellement par un flux de communications interpersonnelles et de groupes entre agriculteurs. Les flux de communication transitant par des médias classiques et plateformes socionumériques apparaissent faibles.

Mots clés : Agriculture biologique, savoirs, interactions sociales, communication, Bénin.

RÔLE DES ORGANISATIONS AGRICOLES POUR LA PROMOTION DE L'AGROÉCOLOGIE ET OBSTACLES POUR UNE TRANSITION DURABLE DANS LA RÉGION DU GBÊKÉ EN CÔTE D'IVOIRE



N'GUESSAN AMÉNAN KAN DELPHINE EPSE BREDOU



Laboratoire d'Agroéconomie, Environnement et Développement Durable (LAEDD), Université Alassane Ouattara (UAO), Côte d'Ivoire



delphie022@yahoo.fr

Résumé:

La présente étude analyse le rôle des organisations agricoles locales dans la protection de l'environnement et l'amélioration de la sécurité alimentaire. Elle se concentre sur les pratiques agricoles durables mises en œuvre par les agriculteurs et sur la capacité des organisations à encourager la transition écologique. L'analyse intègre les dynamiques de gouvernance ainsi que les difficultés rencontrées pour une transition durable. La méthodologie adoptée combine enquêtes de terrain, entretiens semi directifs et observations directes. L'évaluation environnementale stratégique (EES) a permis d'examiner les impacts des pratiques agricoles sur la biodiversité. Le cadre théorique de J. Pretty (2008) et de W. N. Adger et al. (2005), relatif aux systèmes agricoles durables et à la gouvernance environnementale, a été utilisé pour l'analyse des données. Les résultats montrent que les organisations agricoles jouent un rôle déterminant dans la promotion des pratiques agroécologiques, mais qu'elles font face à divers défis : manque de ressources, faible coordination, absence de politiques incitatives et déficit de confiance entre les acteurs. L'étude révèle une forte dépendance aux pratiques non durables, avec 78,3 % des agriculteurs utilisant des herbicides et pesticides chimiques, en raison du manque de main d'œuvre lié à l'exode rural, de l'endettement et de la recherche de rendements rapides. Seuls 42,1 % pratiquent l'agroforesterie, une pratique freinée par la pression foncière. Pour y répondre, l'étude propose de renforcer la gouvernance participative, la formation et l'accès aux innovations durables. Ces recommandations visent à intégrer davantage les enjeux environnementaux dans les pratiques agricoles et à renforcer les organisations comme catalyseurs d'une agriculture durable, en vue d'assurer la sécurité alimentaire.

Mots clés : Organisations agricoles, pratiques durables, gouvernance environnementale, sécurité alimentaire, résilience écologique.



INÉGALITÉS DE REVENUS AGRICOLES : RÔLE DE LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE ET DES CHOCS CLIMATIQUES DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES AU SÉNÉGAL



SANDJIRY DIOP



Laboratoire Interdisciplinaire de recherches en sciences sociales, Université Alioune Diop, Sénégal



sandjiry.diop@uadb.edu.sn

Résumé :

L'objectif de cette étude est d'analyser l'effet des chocs climatiques sur la relation entre la productivité agricole et l'inégalité de revenu au Sénégal, en utilisant un modèle de regression logistique à effets mixtes multiniveau. Les résultats des estimations révèlent que l'accès au marché et semences, la possession de terre et l'exercice d'une activité secondaire comme l'élevage augmentent la probabilité d'inégalité de revenus. En revanche, un niveau d'instruction secondaire plus élevé ainsi que l'accès aux structures d'encadrement contribuent à réduire les probabilités d'inégalités de revenu agricole au sein des exploitations agricoles. Nos résultats complémentaires montrent que les exploitations agricoles situées dans les zones agroécologiques avec de bons rendements (cultivant mil, arachide et riz), bénéficiant d'une bonne pluviométrie ou d'un nombre de jours de pluie important sont plus exposées aux inégalités de revenus agricoles. La recherche et la politique agricoles doivent élargir leur champ par une amélioration des technologies et le potentiel commercial par l'intensification de la production.

Mot clés : Inégalité de revenu, Productivité agricole, chocs climatiques, modèle multiniveau, et zone agro-écologique.

MÉCANISATION AGRICOLE, UN LEVIER POUR AMÉLIORER LE BIEN-ÊTRE SOCIO-ÉCONOMIQUE DES AGRICULTEURS DANS UN CONTEXTE DE TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE ?



BOUKARI BATA TIDJANI



Laboratoire de Recherche sur l'Innovation pour le Développement Agricole (LRIDA), Faculté d'Agronomie, Université de Parakou, Bénin



tidjaniboukari3@gmail.com

Résumé :

Dans un contexte où l'agriculture béninoise est confrontée à une faible productivité, à la raréfaction de la main-d'œuvre et aux effets du changement climatique, cette étude analyse les effets de la mécanisation agricole sur le bien-être socio-économique des producteurs dans une perspective de transition agroécologique. L'approche méthodologique mobilisée est mixte, combinant une enquête quantitative auprès de 369 producteurs de maïs dans quatre communes du Bénin, et des entretiens qualitatifs avec les acteurs clés intervenant dans la mécanisation agricole. L'analyse quantitative s'est appuyée sur des statistiques descriptives, le test de Student, le test du khi², ainsi qu'un modèle de régression Probit pour identifier les déterminants de l'adoption conjointe des pratiques agroécologiques et de la mécanisation. L'approche qualitative s'est reposée sur l'analyse de contenu thématique des discours des producteurs et des acteurs institutionnels. Les données ont été traitées à l'aide des logiciels SPSS (statistiques descriptives) et STATA (régression Probit). Les résultats montrent que la mécanisation agricole contribue à l'amélioration des revenus, à la réduction de la pénibilité du travail, ainsi qu'à une meilleure sécurité alimentaire des ménages agricoles, notamment lorsque couplée aux pratiques agroécologiques. Toutefois, l'adoption de ces dernières demeure encore limitée, en raison de contraintes techniques, économiques et informationnelles. L'étude révèle également des inégalités persistantes en matière d'accès à la mécanisation, notamment en défaveur des femmes, des non-membres d'organisations professionnelles et des producteurs sans accès au crédit. En outre, certains effets environnementaux négatifs liés à une mécanisation non encadrée sont également signalés (déforestation, dégradation des sols). Les politiques publiques doivent donc prendre en compte ces enjeux et aller vers une approche territorialisée et inclusive des politiques de mécanisation, articulée à la promotion de l'agroécologie, afin de garantir une transition agricole durable, équitable et écologiquement viable au service du bien-être des agriculteurs.

Mots clés : Machines agricoles, politiques agricoles, bien-être socio-économique, agriculture durable, Afrique de l'Ouest.

Axe thématique 3 :

Coopération internationale et systèmes commerciaux

- 3.1. Alou Adessé Dama
- 3.2. Diane Ruth Hien
- 3.3. Fallou Dieng
- 3.4. Nanyégbé Aimée Dededji
- 3.5. Romuald Atchory Eliasson Mel
- 3.6. Tamno Tekam Jacques Eric





DÉPENSES PUBLIQUES SOUS CONTRAINTE : COMMENT LES VULNÉRABILITÉS MINENT L'ATTEINTE DES ODD ?



ALOU ADESSÉ DAMA,



ABDOULAYE N'TIGUI KONARÉ et SOUNGALO dit MADANE SOUNTOURA Université de Bamako, Mali



alouadesse.dama@outlook.com

Résumé :

Cet article analyse l'effet des vulnérabilités structurelles sur l'efficacité des dépenses publiques dans les pays en développement, dans le cadre de la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). En mobilisant plusieurs approches économétriques — modèles de Battese et Coelli (1995), frontières stochastiques GTRE, régressions Beta et Logit fractionnel — nous montrons de manière robuste que l'inclusion explicite des vulnérabilités réduit significativement les scores d'efficacité. L'effet moyen est estimé à 0,13 point pour les dépenses publiques totales, avec des variations allant de 0,01 à 0,29 selon les spécifications. Les secteurs de la santé et de l'éducation apparaissent particulièrement sensibles, en raison de leur exposition aux contraintes institutionnelles, économiques et environnementales. Ces résultats soulignent la nécessité d'intégrer les vulnérabilités dans l'évaluation de la performance des politiques publiques. Une application web interactive a été développée à cet effet. Elle permet de répliquer nos résultats, de tester leur robustesse, mais aussi d'explorer d'autres hypothèses (changements d'échantillons, ajout de variables de contrôle, etc.), offrant ainsi un outil utile aux chercheurs, aux décideurs publics et à la société civile.

Mots clés : Efficacité des dépenses publiques, vulnérabilité multidimensionnelle, ODD, modèles de frontières stochastiques, pays en développement.

IMPACT POTENTIEL DE LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF) SUR L'EMPLOI FÉMININ AU BURKINA FASO



DIANE RUTH HIEN



Groupe de Recherche et d'Analyse Appliquée pour le Développement (GRAAD) et Université Norbert Zongo, Burkina Faso



dianeruthhien@gmail.com

Résumé :

L'objectif de cet article est d'analyser l'impact potentiel de la zone de libre échange continentale africaine sur l'emploi des femmes en termes de qualité et de quantité. Nous avons simulé une suppression totale des droits de douanes sur un modèle d'équilibre général calculable à l'aide de la matrice de comptabilité sociale de 2018 du Burkina Faso. L'article montre que dans la ZLECAf, le taux de demande d'emploi féminin augmente dans les branches dirigées vers l'exportation au Burkina Faso quelque soit le niveau de qualification des femmes, mais avec des proportions plus importantes pour l'emploi non qualifié. En revanche, pour les emplois féminins non qualifiés, ce sont des emplois moins rémunérés avec une baisse du salaire. Pour que les femmes accèdent à des emplois décents avec la ZLECAf, les autorités burkinabés devraient mettre l'accent sur la formation professionnelle des femmes.

Mots-clés : Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), emploi féminin, emploi décent, MGEC.

DÉTERMINANTS ET POTENTIEL D'EXPORTATION EN PRODUITS HORTICOLES DU SÉNÉGAL



FALLOU DIENG



Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal



fallou.dieng@ucad.edu.sn

Résumé:

L'article vise à identifier les déterminants et le potentiel d'exportations de produits horticoles du Sénégal. Un modèle de gravité structurelle, estimé par la méthode du pseudo maximum de vraisemblance de poisson a été appliqué sur un échantillon de 53 pays partenaires du Sénégal entre 2000 et 2022, avec les données de la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement ainsi que la Banque Mondiale. Les résultats montrent que les exportations de légumes et de fruits du Sénégal sont favorisées par la demande du marché étranger, la richesse intérieure, la langue commune, la norme de certification de l'Organisation internationale de la normalisation et la qualité des institutions. En termes de potentiel d'exportation, le Sénégal possède un potentiel estimé à 25,99 millions de dollars pour les légumes et 24,58 millions pour les fruits.

Mots clés : Produits horticoles, modèle de gravité structurelle, Potentiel commercial, Sénégal.

INNOVATIVITÉ DES PRODUCTEURS ET ALLOCATION DES SUBVENTIONS AU BÉNIN : UNE ANALYSE DES USAGES



NANYÉGBÉ AIMÉE DEDEDJI



Laboratoire de Recherche sur l'Innovation pour le Développement Agricole (LRIDA) Faculté d'agronomie, Université de Parakou, Bénin



dededjiaimee@yahoo.com

Résumé:

Cet article soutient que ces subventions améliorent la propension à innover, la capacité à innover et la pratique de l'innovation des agriculteurs. L'objectif de cette étude est d'analyser comment les subventions financières améliorent l'innovativité pour une meilleure utilisation à travers les théories de l'innovativité et de l'appropriation des usages. Grâce aux entretiens structurés, un questionnaire et une échelle de Likert a été adressé à 146 producteurs. L'analyse des données a été faite grâce aux statistiques descriptives, un modèle de régressions linéaires multiple et une analyse de modèle d'équation structurelle. Les résultats révèlent que les bénéficiaires de subventions présentent un niveau d'innovativité supérieur à celui des non-bénéficiaires. Aussi les facteurs comme le niveau d'instruction, les montants validés et reçus, le complément de ressources financières et le suivi de la subvention influencent l'innovativité. On remarque également des usages de déplacement, d'usage passif et de détournement qui sont influencés par l'innovativité. Pour maintenir un bon effet des subventions et avoir des usages productifs, il faut que les mécanismes de mise en œuvre octroient des montants de subventions proportionnel aux besoins des producteurs, et que les politiques agricoles prennent en compte les composantes de l'innovativité dans les décisions et réformes du secteur agricole.

Mots clés : Subvention financière, innovativité, producteurs agricoles, Bénin.

DURABILITÉ DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE EN QUESTION : QUEL ENSEIGNEMENT SOCIO- ANTHROPOLOGIQUE ?



ROMUALD ATCHORY ELIASSON MEL



Laboratoire Santé, Sociétés et Développement (LSSD) du Centre de Recherche pour le Développement (CRD), de l'Université Alassane Ouattara (UAO), Cote d'Ivoire



meleliasson1@gmail.com

Résumé :

Les pays africains font face à une dégradation constante de leur condition de vie en raison des crises multiples. Pour y remédier, des projets communautaires sont initiés, comme celui de l'ONG AIP à Bendèkouassikro et Akanzakro, visant le développement rural et la transformation des produits locaux. Toutefois, après le retrait de l'ONG, les acquis du projet se sont détériorés entraînant disparition d'infrastructures, retour aux méthodes traditionnelles, démotivation des bénéficiaires. Cette étude qualitative analyse la durabilité des résultats obtenus, en interrogeant le lien entre les modalités de mise en œuvre et la pérennité des acquis. Malgré une réussite initiale, la durabilité reste faible en l'absence de suivi post-projet. L'approche participative, bien qu'essentielle, se heurte à divers freins notamment la gestion déficiente, la résistance culturelles, les clauses floues, la répartition inégale des ressources. Ces facteurs socio- anthropologiques limitent l'appropriation et compromettent la continuité des efforts de développement communautaire.

Mots clés : Durabilité, appropriation, développement communautaire, condition de vie, projet.



AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE : LA DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE IMPORTE-T-ELLE ?



TAMNO TEKAM JACQUES ERIC



Université de Yaoundé II, Cameroun



erictamno741@gmail.com

Résumé:

Cet article analyse l'effet de la diplomatie économique sur l'allocation de l'aide publique au développement (APD) par les pays du G7 aux pays africains. En utilisant un modèle de gravité sur la période 2005-2019, les résultats révèlent que la diplomatie économique augmente le volume d'aide au développement reçu de 50,3% en moyenne. En tenant compte des instruments spécifiques de la diplomatie économique, il ressort que les ambassades ont des effets plus importants que les consulats. De plus, les représentations avec un focus particulier attirent le plus l'aide au développement que les représentations avec un focus multiple. Les résultats sont robustes à la typologie de l'aide, à la distribution de l'échantillon selon la région géographique, au niveau de revenu, aux estimateurs concurrents, et à la prise en compte individuelle des pays du G7. D'après les résultats obtenus, les pays africains doivent déployer davantage leurs réseaux diplomatiques, en particulier les ambassades dans les pays du G7, afin d'attirer une plus grande partie de l'APD, nécessaire pour atteindre leurs objectifs de développement.

Mots-clés : Diplomatie économique, aide publique, pays du G7.

Axe thématique 4 :

Santé et systèmes alimentaires

- 4.1. Arsène Buaragi Ntamusige
- 4.2. Brou Kouamé Aristide
- 4.3. Kouassi Samuel Konan
- 4.4. Lorraine Nadia Kouadio
- 4.5. Nelson Sergio Tagang Tene



ANALYSE DES HABITUDES ALIMENTAIRES, DES RESSOURCES DISPONIBLES ET DES MODALITÉS DE FORMULATION-ADMINISTRATION DES PRÉPARATIONS INFANTILES À L'EST ET AU CENTRE DE LA RD CONGO



ARSÈNE BYARAGI NTAMUSIGE



Département de Technologie des Aliments, Domaine des Sciences Agronomiques et Environnement,
Université de Goma, République Démocratique du Congo



ntamusigearsene@gmail.com

Résumé :

Cette étude explore les modes d'alimentation complémentaire et les ressources disponibles, tout en tenant compte des préférences locales susceptibles d'être intégrées dans un cahier des charges des formulations infantiles. En termes de conception, une enquête a été menée à l'aide d'un questionnaire structuré et prétesté, comprenant 3 sections : (i) Caractéristiques sociodémographiques, (ii) Habitudes et diversité alimentaire et (iii) critères de préférences des formulations infantiles. Les participants concernent 6208 femmes enceintes et allaitantes et gardiens d'enfants malnutris. Les cadres sont Centre (Kasaï Central et oriental) et Est (Nord et Sud-kivu) de la RD Congo. En termes de résultats, seulement 10,68 % des enfants atteignent une fréquence journalière de 3 repas. Les enfants reçoivent surtout des bouillies de maïs et de manioc, et seule une zone de santé sur six offre une alimentation diversifiée. Leur régime alimentaire est quasiment dépourvu des fruits et légumes riches en vitamine A, et de l'ensemble des produits d'origine animale. Les préférences locales à prendre en compte lors des formulations infantiles diffèrent selon les régions et concernent les ingrédients, les saveurs, les modes de cuisson, les textures, les formes et les types d'emballage. Pour conclure, pour renforcer l'efficacité des programmes de lutte contre la malnutrition infantile, il serait bénéfique d'intensifier la sensibilisation et la formation des mères et gardiens d'enfants sur l'importance des groupes alimentaires, tout en développant des formulations infantiles conçues à partir de ressources alimentaires locales et tenant compte des préférences spécifiques à chaque région en matière d'ingrédients, de goût, de texture et de présentation.

Mots clés : Habitudes alimentaires, formulation-administration, préférences alimentaires, malnutrition infantile, Congo.



FACTEURS DE PROPAGATION DE L'ULCÈRE DE BURULI ET DE LA BILHARZIOSE URINAIRE ET STRATÉGIES D'ADAPTATION DES COMMUNAUTÉS RIVERAINES DES AMÉNAGEMENTS HYDROAGRICOLES DE SUBIAKRO ET DE KOSSOU



BROU KOUAMÉ ARISTIDE



Centre Suisse de Recherche Scientifique en Côte d'Ivoire(CSRS), Cote d'Ivoire



kbrouaristide@gmail.com

Résumé:

Pourquoi l'ulcère de Buruli et la bilharziose urinaire persistent-elles dans les localités de Subiakro et de Kossou, et comment les populations s'y prennent-elles ? La réponse à cette question a suscité la conduite d'une étude dans le district sanitaire de Yamoussoukro, zone d'endémicité de l'ulcère de Buruli et de la bilharziose urinaire, en vue d'analyser les facteurs de propagation de ces maladies et les stratégies d'adaptation des communautés. De nature qualitative, l'étude a consisté à mener des observations, des entretiens semi-directifs et des focus groups de discussion à l'aide de la Méthode Accélérée de Recherche Participante. Au total, seize entretiens ont été réalisés auprès d'hommes, de femmes, de jeunes, de leaders communautaires ainsi que d'infirmiers et de médecins. Les activités socio-économiques et culturelles, les blessures ou piqûres causées par certaines plantes, ainsi que les pratiques occultes ont été identifiées comme facteurs de propagation de l'ulcère de Buruli et de la bilharziose. Les soins traditionnels et modernes constituent les principales stratégies de prise en charge et d'adaptation développées par les communautés. Par ailleurs, la communauté ne dispose d'aucun moyen structuré de lutte, et les politiques de prévention sont inexistantes. D'où la nécessité de mettre en place des politiques adaptées aux réalités locales afin de réduire drastiquement l'incidence de ces maladies dans ces localités.

Mots clés : Facteurs de propagation, pratiques communautaires, aménagements hydroagricoles, ulcère de Buruli, bilharziose.

ÉTALEMENT URBAIN, INÉGALITÉS TERRITORIALES DE L'OFFRE DE SOINS MODERNE ET PRATIQUES THÉRAPEUTIQUES DES POPULATIONS DE KORHOGO (CÔTE D'IVOIRE)



KONAN KOUASSI SAMUEL



Chaire UNESCO Anticipation, Prospective et Territoires Durables (CUAPTD) Centre de Recherche pour le Développement (CRD), Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire



konansamuel06@gmail.com / <https://orcid.org/0009-0000-9853-9597>

Résumé:

Cet article nous donne l'opportunité de caractériser l'étalement urbain de Korhogo et de l'analyser en lien avec son système de soins pour mieux appréhender les déterminants de recours aux soins. La recherche documentaire soutenue par les enquêtes de terrain a servi de méthodologie pour réaliser la présente étude. Les résultats révèlent que l'étalement urbain rend inopérantes les structures de soins modernes et expose, certains territoires périphériques et les espaces difficiles d'accès, à la marginalité sanitaire. Par insuffisance d'établissement de première référence (O1 CHR) dans le public, les ménages sont condamnés de fréquenter les polycliniques sans avoir la garantie de se soigner à des coûts réduits dans un contexte de pauvreté grandissante. En outre, les citoyens estiment que les infirmeries, majoritairement représentées, ne répondent pas toujours à leurs attentes puisque les plateaux techniques de ces structures privées ne sont généralement pas adéquats. Bien que les établissements sanitaires de premiers contacts soient les plus sollicités des secteurs de soins modernes du fait qu'ils réalisent des consultations et des soins à un prix réduit, les résultats de la régression logistique attestent que la non-disponibilité des médicaments, le mauvais accueil des soignants et la représentation de la maladie sont autant d'aspects clés qui encouragent la population à parfois ignorer l'existence de ces lieux formels. Aussi, pour espérer retrouver rapidement la guérison et surtout face à des pathologies dites « mystérieuses », associent-ils l'offre de soins moderne à la médecine traditionnelle. La fréquentation des structures de soins modernes est ainsi réduite tandis que l'automédication s'intensifie. Pourtant, cette option ne fait qu'accentuer la vulnérabilité de la population.

Mots clés: Pauvreté, santé, étalement urbain, accès aux soins, recours aux soins, Korhogo.

ACCÈS DES ADOLESCENTES AUX SERVICES DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE ET EXPOSITION AUX IST/MST DANS LES ZONES VULNÉRABLES DE LA RÉGION SANITAIRE DU GBÊKÊ



KOUADIO LORRAINE NADIA



Centre de Recherche pour le Développement (CRD) de l'Université Alassane Ouattara (UAO)



nadialorraine77@gmail.com

Résumé :

En Côte d'Ivoire, des efforts sont faits pour améliorer les conditions sanitaires des populations ivoiriennes. Toutefois, beaucoup reste à faire au niveau de certains segments très peu pris en compte jusque-là. C'est bien le cas de la Santé et les Droits Sexuels et Reproductifs (SDSR) des adolescentes, une problématique négligée au regard de l'insuffisance des travaux scientifiques existants sur la question et de l'absence d'actions ciblées sur ce public spécifique, notamment dans les zones mal desservies. Cette recherche, centrée sur un public vulnérable et à risque, a été réalisée dans la région sanitaire du Gbêkê, précisément dans les zones vulnérables. Elle visait à faire un diagnostic socio-anthropologique de la situation des adolescentes vivant dans les zones vulnérables ou défavorisées en matière de SSSR dans la région sanitaire du Gbêkê ; et à en déterminer les implications sur celles-ci. La recherche de type mixte, à la fois qualitative et quantitative en vue d'une analyse approfondie de la situation des adolescentes. Les résultats montrent que, dans ces zones de l'étude, l'accès aux Services de Santé Sexuelle et Reproductive (SSSR) est très limité, résultante de l'enchevêtrement d'un ensemble des facteurs environnementaux, socio-culturels, économiques, structurels, géographiques, etc. Ces résultats montrent l'intérêt d'une approche systémique mettant en interaction différents acteurs dans la mise en place de politiques d'éducation et d'autonomisation des adolescentes. Cela permettra d'améliorer l'accès des adolescentes aux SSSR, ce qui aura des répercussions positives sur leur vie, à moyen et long terme, aux plans social, économique, sanitaire, éducatif et sur l'équilibre de l'environnement sanitaire.

Mots clés : Services de Santé Sexuelle et Reproductive, adolescentes, risque de MST, aires sanitaires vulnérables, région sanitaire du Gbêkê.

CHANGEMENT CLIMATIQUE, PALUDISME ET INÉGALITÉ D'INVESTISSEMENT EN CAPITAL HUMAIN ENTRE LES SEXES AU SÉNÉGAL



NELSON SERGEO TAGANG TENE



Universite de Yaoundé II, Cameroun



sergeo.tagang@yahoo.com

Résumé :

L'objectif de cette proposition de recherche est d'analyser l'effet de la prévalence du paludisme sur les inégalités d'investissement en capital humains entre les sexes dans un contexte de changement climatique au Sénégal. De manière spécifique, il s'agit de : (i) Évaluer l'impact du changement climatique sur la prévalence du paludisme au Sénégal ; (ii) Évaluer l'impact de la prévalence du paludisme induit par le changement climatique sur les dépenses d'éducation des filles par rapport à celle des garçons au Sénégal. Nous utiliserons les données d'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages réalisées en 2018 et 2021 par l'Agence National de la Statistique et de la Démographie du Sénégal. Cette enquête menée auprès de 7156 ménages sur l'ensemble du Sénégal est unique et appropriée pour apporter une solution nécessaire à la problématique de l'éducation de la jeune fille. Sous la base de ces données, les prédictions du modèle probit bivarié pour comprendre l'impact du changement climatique sur la prévalence du paludisme. Nous estimons à travers la méthode des variables instrumentales, l'impact de la prévalence du paludisme induit par le changement climatique sur les dépenses d'éducation des filles par rapport à celle des garçons. Par la méthode de décomposition d'Oaxaca- Blinder et des quantiles conditionnels et inconditionnels, nous évaluons les écarts entre les sexes en matière dépense d'éducation selon que le ménage soit victime du paludisme induit par le changement climatique. Les résultats ont montré que, les parents investissent plus dans l'éducation des garçons que celles des filles et que l'écart des dépenses moyenne d'éducation entre les garçons et les filles étaient respectivement estimée à 188 frs CFA et à 111,57 frs CFA les années 2018 et 2021. Ces résultats ont des implications plus larges pour les effets des maladies induites par le climat sur les inégalités sociales. En outre, elles serviront de guide pour la marche vers l'atteinte des objectifs de réduction des inégalités (ODD N° 10), d'amélioration de l'égalité entre les sexes (ODD N°5) et de la lutte contre les changements climatiques (ODD N°13).

Mots clés : Changement climatique, paludisme, dépense d'éducation et de santé, sexes, Sénégal.

Axe thématique 5 :

Changement climatique et biodiversité

- 5.1. Alimata Zorom
- 5.2. Batachoka Mastaki Daniel
- 5.3. Jean-Baptiste Ndamiyehe Ncutirakiza
- 5.4. Lisette Mangaza Nondo
- 5.5. Mor Ndoeye Diop
- 5.6. Traoré Kabirou Bio Comada





IMPACT DE LA VARIABILITÉ CLIMATIQUE SUR LA DYNAMIQUE DE LA VÉGÉTATION DANS LES REBOISEMENTS AU BURKINA FASO



ALIMATA ZOROM



Université Norbert ZONGO, Laboratoire de recherche en Sciences Humaines et Sociales, Burkina Faso



alimazorom26@gmail.com

Résumé :

Les reboisements participent à la restauration du couvert végétal. Plusieurs facteurs, dont les conditions climatiques, peuvent en réduire l'efficacité. L'objectif de cette recherche est d'évaluer le lien entre les paramètres climatiques et les données d'inventaire floristique afin de répertorier les paramètres climatiques déterminant la réussite des reboisements. La méthodologie repose sur la revue documentaire, les entretiens, l'inventaire floristique et l'analyse statistique et spatiale. L'analyse des corrélations a montré un faible lien entre les deux groupes de variables (climat et reboisement). La Classification Ascendante Hiérarchique réalisée a montré que la composition spécifique des périmètres de reboisement était fonction des exigences climatiques des espèces. Cependant, le taux de réussite des reboisements est faible, avec un faible taux de recouvrement et un faible taux de survie des plants. Au stade actuel de développement des plantes, l'entretien semble être le facteur de survie le plus important. L'influence de la composante climatique n'est envisageable que lorsque les plantes ont pris pied sur le sol. Les taux de mortalité élevés reflètent l'échec des reboisements des Journées Nationales de l'Arbre. Les principales causes sont le manque de suivi des plants après reboisement, l'entretien et les soins insuffisants : arrosage et amendement des sols.

Mots clés : Reforestation, végétation, Burkina Faso, survie des espèces, ACP.



BRACONNAGE DANS ET AUTOUR DU PARC NATIONAL DE KAHUZI-BIEGA EN RD CONGO. QUEL MÉCANISME DE CONSERVATION DURABLE DES ESPÈCES DES PRIMATES EN DANGER ?



BATACHOKA MASTAKI DANIEL



Institut Supérieur de Développement Rural/ ISDR-Bukavu, République Démocratique du Congo



mastakidaniel5@gmail.com

Résumé:

Cette étude a pour objectif d'analyser les dimensions socio économiques du braconnage dans et autour du Parc National de Kahuzi Biega, ainsi que de proposer un mécanisme de coopération multi acteurs susceptible de renforcer la conservation des primates, y compris les espèces menacées comme les gorilles de Grauer (*Gorilla gorilla graueri*), espèce emblématique et endémique du Parc National de Kahuzi Biega. L'étude adopte une approche méthodologique mixte. La composante quantitative repose sur un échantillon aléatoire simple de 84 personnes, sélectionnées à l'aide de la technique de la boule de neige. La composante qualitative combine une revue de la littérature, des observations directes, des entretiens semi directifs et une cartographie des parties prenantes. La zone d'étude, répartie dans 13 groupements des territoires de Kalehe et Kabare, a été choisie pour sa proximité avec le parc et la présence avérée d'activités de braconnage. Le braconnage est largement motivé par le manque d'emplois, l'absence d'alternatives économiques et l'accès limité aux protéines animales. La majorité des braconniers interrogés vivent dans des ménages nombreux, disposent de faibles revenus et présentent un niveau d'instruction limité. Leurs activités combinent l'agriculture, l'élevage et la chasse, principalement pour la subsistance. Trois catégories d'acteurs interviennent dans la lutte anti braconnage : (i) les communautés locales et autochtones, autorités coutumières, institutions universitaires et de recherche, médias et organisations de la société civile ; (ii) les gestionnaires du parc (ICCN, WCS) et les services étatiques de sécurité et de justice ; (iii) les partenaires techniques et financiers nationaux et internationaux. Cependant, la coordination entre ces acteurs demeure faible et les financements instables. L'étude recommande la mise en place d'un mécanisme de coopération multi acteurs fondé sur la gouvernance partagée, l'inclusion des communautés et le développement d'initiatives économiques locales, afin d'assurer simultanément la protection des primates et l'amélioration durable des conditions de vie des riverains.

Mots clés : Conservation de la biodiversité, braconnage, primates, CITES, Parc National de Kahuzi-Biega.



DYNAMIQUE DES ARBRES URBAINS À GOMA (RDC) : ANALYSE DES PERCEPTIONS, DES OBSTACLES ET DES OPPORTUNITÉS POUR LE REBOISEMENT RÉSIDENTIEL



JEAN-BAPTISTE NDAMIYEHE NCUTIRAKIZA



Université de Goma, République Démocratique du Congo



ncutijean@gmail.com

Résumé:

L'urbanisation croissante de la ville de Goma, accentuée par l'arrivée massive de déplacés fuyant les conflits armés, exerce une forte pression sur la place de l'arbre et amenuise les espaces verts. Cette situation soulève d'importants défis pour l'afforestation urbaine et la résilience de la ville face aux changements climatiques. Dans un contexte où peu d'études abordent la foresterie urbaine à Goma, cette recherche vise à mieux comprendre les perceptions, pratiques et contraintes liées à la plantation d'arbres par les citoyens. Elle évalue aussi la présence d'arbres dans les parcelles résidentielles et identifie les principaux facteurs qui influencent ces dynamiques. L'étude repose sur des données collectées entre décembre 2024 et mars 2025 auprès de 865 résidences, à l'aide d'un questionnaire structuré de 34 questions. L'échantillonnage couvre les deux communes de Goma et est réparti en quatre strates définies selon la densité de végétation. L'échantillonnage a été pondéré par la superficie et de la densité de population dans les strates. Les résultats montrent qu'en majorité, les citoyens attribuent aux arbres essentiellement des fonctions de production de fruits, la purification de l'air et l'ombrage. D'autres fonctions socio-culturelles comme l'usage médicinal, la réduction du bruit et de stress sont moins considérées (moins de 30 % des répondants). Environ 37,5 % des répondants ont entrepris la plantation d'arbres dans leur parcelle dans un récent passé, avec des différences significatives de proportion entre les communes. Les résultats ont montré aussi que le niveau de satisfaction des résidents dépend du nombre d'arbres présents : la satisfaction est généralement atteinte avec environ six arbres, l'insatisfaction apparaît avec moins de cinq, et les arbres sont perçus comme trop nombreux lorsqu'ils approchent la dizaine. L'optimum d'arbres satisfaisant ne varie pas significativement entre commune démontrant une convergence de l'idéal en termes d'afforestation. Le manque d'espace et la présence des substrats rocheux dans les résidences sont les contraintes majeures à la plantation d'arbres. Malgré ces contraintes, une large majorité (90,2 %) des résidents se sont dit prêts à planter davantage d'arbres si des arbres d'espèces de leur choix sont fournies. Cette volonté à planter varie selon les communes et les strates, avec plus d'opportunités observées dans la commune de Goma et dans les quartiers péri-urbains. Cette disposition à planter est aussi influencée par le niveau de satisfaction initial : ceux qui jugent leur nombre d'arbres insuffisant souhaitent en planter en moyenne 3,7, contre 2,4 pour ceux déjà satisfaits. Des politiques d'éducation environnementale et un appui technique ciblé sont essentiels pour inciter davantage les citoyens à renforcer la couverture arborée et à préserver la biodiversité locale pour un environnement de qualité.

Mots clés : Foresterie urbaine, reboisement, Est de la République démocratique du Congo, résilience climatique, perception des citoyens.



PERCEPTIONS OF TROPICAL FOREST ECOSYSTEM SERVICES IN TSHOPO PROVINCE (DRC) AND THEIR INFLUENCE ON THE WELL-BEING OF THE LOCAL POPULATION



LISETTE MANGAZA NONDO



Université de Goma, République Démocratique du Congo



lisemangaza@gmail.com

Résumé:

La forêt tropicale de la République démocratique du Congo (RDC) fournit un large éventail de services écosystémiques (SE) essentiels au bien-être de la population locale. Alors que la plupart des études adoptent une approche écologique et/ou économique, les dimensions sociales de la perception des SE restent peu explorées. Cette recherche analyse les perceptions locales des SE, leurs déterminants, ainsi que leur influence sur le bien-être humain dans la province de la Tshopo, située au nord-est de la RDC. Nous avons mené des enquêtes auprès de 540 ménages répartis dans 27 villages le long de trois axes routiers principaux. Au total, 32 SE ont été identifiés, dont 14 services d'approvisionnement, 12 services de régulation et 6 services culturels. Les services d'approvisionnement les plus cités étaient les champignons, le bois de chauffe et le poisson. Les services de régulation les plus reconnus étaient la fertilité des sols, la purification de l'eau et la protection contre les vents forts. Sur le plan culturel, le patrimoine culturel et le rôle de refuge dans les contextes d'insécurité dominaient. La perception des SE variait selon le genre, l'activité principale, la source de revenu, la localisation et l'appartenance ethnique. Les ménages pratiquant l'agriculture ou la pêche présentaient une perception plus élevée des SE. Les ménages situés plus loin de la ville de Kisangani (chef-lieu de la province) et le long de l'axe Lubutu percevaient plus fortement les SE, en raison de leur proximité avec les zones forestières. Les résultats ont mis en évidence le lien entre la diversité des SE perçus et le bien-être humain (matériaux de base, santé, sécurité, bonnes relations sociales et liberté de choix), et ont souligné la nécessité de stratégies de gestion durable intégrant les savoirs locaux tout en tenant compte des contextes socio-économiques et spatiaux.

Mots-clés : Services écosystémiques, bien-être humain, population locale, gestion des ressources naturelles, perception, forêts tropicales.

RÔLE DES CADRES DE CONCERTATION DANS LA GOUVERNANCE RESPONSABLE DES EAUX SOUTERRAINES EN ZONE RURALE : UNE ÉTUDE DES PRATIQUES D'UN CADRE INTERCOMMUNAL DANS LA ZONE DES NIAYES AU SÉNÉGAL



MOR NDOYE DIOP



Université Alioune Diop de Bambey, Sénégal



cndiop19@gmail.com

Résumé :

Cette recherche explore le rôle des cadres de concertation dans la mise en place d'une gouvernance responsable et durable des eaux souterraines en contexte rural, à partir du cas d'un cadre intercommunal dans la zone des Niayes. Elle vise à comprendre comment ces dispositifs participent à la transformation des méthodes et pratiques de gouvernance par le biais de processus de concertation multi-acteurs, en mobilisant la théorie des parties prenantes. L'étude, fondée sur une méthodologie mixte (quantitative et qualitative), montre que l'efficacité de ces cadres repose sur trois piliers : leur légitimité institutionnelle et leur ancrage local, les processus d'apprentissage collectif et de gestion des conflits, ainsi que l'adaptation des outils aux spécificités locales. Les résultats révèlent que des cadres inclusifs et participatifs permettent de réduire les asymétries de pouvoir entre les parties prenantes, de favoriser une gouvernance partagée de la ressource et d'élaborer des règles acceptées collectivement, contribuant ainsi à passer d'une gestion fragmentée à une gouvernance collective et responsable. En proposant un modèle intégrateur des facteurs de succès de ces dispositifs appliqués aux ressources naturelles, cette recherche offre également des recommandations pratiques à destination des décideurs publics pour concevoir et conduire des démarches de gouvernance adaptées aux enjeux hydriques des zones rurales.

Mots-clés : Gouvernance responsable, eaux souterraines, cadre de concertation, ressources communes, développement durable.



EFFETS DE LA GOUVERNANCE DÉLÉGUÉE DES PARCS NATURELS SUR LA DYNAMIQUE DU CAPITAL FONCIER DES MÉNAGES AGRICOLES RIVERAINS AU BÉNIN



TRAORÉ KABIROU BIO COMADA



Laboratoire de Recherche en Innovation pour le Développement Agricole (LRIDA), Université de Parakou, Bénin



kabirou.traore@ayhoo.fr

Résumé :

La colonisation des terres agricoles aux abords des aires protégées a longtemps été un sujet de débat entre les conservateurs de la nature et les agriculteurs locaux. Le récent changement de gouvernance des parcs naturels au Bénin a entraîné des mutations institutionnelles qui ont des réformes profondes de l'accès aux aires protégées. Cette étude vise à analyser les effets de la gouvernance déléguée du parc national de la Pendjari sur la dynamique du capital foncier des ménages agricoles riverains. Pour ce faire, une phase exploratoire a été organisée auprès des acteurs institutionnels, des autorités locales et d'autres parties prenantes pour mieux comprendre le dispositif mis en place. Ensuite, des enquêtes individuelles ont été réalisées auprès de 400 chefs de ménages agricoles sélectionnés de façon aléatoire dans 16 villages riverains. Les données ont été analysées à travers les méthodes qualitatives et quantitatives avec l'utilisation de la statistique descriptive et du test de rang de Kendall's. Les analyses révèlent l'efficacité du système actuel de protection du parc. Il ressort également que les réformes foncières depuis la gouvernance déléguée ont impacté significativement le capital foncier des ménages agricoles avec une diminution significative à 10% des superficies emblavées. Cet effet est plus ressenti par les agriculteurs des villages dans les zones d'occupation contrôlée (ZOC) que ceux des villages non ZOC avec une différence significative de 5%. Le manque d'accès aux terres fertiles comme par le passé a justifié la baisse des rendements dans les deux catégories de villages mais avec une diminution plus remarquable au sein des ménages des villages ZOC. Ce qui pourrait amplifier le phénomène de migration enregistré depuis la mise en œuvre de la gouvernance déléguée si des différents appuis d'autonomisation économique ne sont pas initiés.

Mots clés : Gouvernance déléguée, parcs naturels, capital foncier, ménages agricoles, bien-être, Bénin.

Axe thématique 6 :

Genre et autonomisation des femmes/fillees

- 6.1. Affoua Toutouwa Marie Adoum
- 6.2. Etayibtalnam Koudjom
- 6.3. Fabrice Tanoh
- 6.4. Insa Sane
- 6.5. Mamady Dieme
- 6.6. Marie Thérèse Daba Sene
- 6.7. Yacine Marzouk



DIAGNOSTIC DES VIOLENCES VÉCUES PAR LES FEMMES DANS LES RÉGIONS À RISQUE DE LA CÔTE D'IVOIRE : CAS DE LA RÉGION DE KABADOUGOU



AFFOUA TOUTOUWA MARIE ADOU



Laboratoire Santé, Sociétés et Développement (LSSD) du Centre de Recherche pour le Développement (CRD) de l'Université Alassane Ouattara (UAO), Côte d'Ivoire



adoumarie33@gmail.com

Résumé:

En Côte d'Ivoire, la question des violences faites aux femmes est d'actualité dans les régions du nord de la Côte d'Ivoire notamment dans le district de Denguélé. Ces violences ont des répercussions sur la femme aux niveaux économique, social, sanitaire. Elles constituent un frein au développement humain durable, égalitaire voire équitable. Lutter de manière efficace et efficiente contre ces violences reste une priorité nationale. Pour ce faire, cet article propose un diagnostic socio-anthropologique de ces violences en vue d'en comprendre les ressorts et leviers sur lesquelles construire une stratégie de lutte est nécessaire. L'étude a été conduite dans trois (3) aires culturelles de la région de Kabadougou où les violences contre les femmes sévissent avec acuité. Cette recherche, de type qualitatif à l'aide de techniques comme l'entretien semi directif, l'observation directe, la revue documentaire, la recension de documents, a permis de collecter le matériau sur la situation actuelle des violences faites aux femmes dans la région. Les résultats obtenus montrent que la situation actuelle des violences vécues par les femmes dans la région demeure alarmante et est caractérisée par des viols des mineurs et attouchements des enfants ; la persistance de pratiques de mutilations génitales féminines notamment l'excision, des violences physiques et psychologiques au sein des ménages, des inégalités de genre et accessibilité des femmes enceintes aux soins et à l'accouchement et des difficultés d'accès des femmes aux ressources foncières et à l'héritage. Cette situation requiert des actions spécifiques de prévention et de gestion durable. Les facteurs sociologiques explicatifs de cette situation sont la manifestation des masculinités hégémoniques, de l'imaginaire social de la femme, des pesanteurs socioculturelles et religieuses. Ces difficultés sont des facteurs qui impactent l'efficacité et la pérennité des actions de lutte contre les inégalités sur le genre.

Mots clés: Diagnostic, violences, femmes, genre, Côte d'Ivoire.



ENTREPRENEURIAT RURAL ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ AU TOGO: UNE ANALYSE BASÉE SUR LE GENRE



ETAYIBTALNAM KOUDJOM



Equipe de Recherche en Economie Agricole et Appliquée (ERE2A), Université de Lomé, Togo



emmakoudjom@gmail.com

Résumé :

La promotion de l'esprit d'entreprise chez les ménages ruraux des deux sexes est cruciale pour une croissance inclusive et les perspectives économiques et sociales futures des pays en développement. Aussi, les études sur les différences entre les sexes en matière d'entrepreneuriat et de réduction de la pauvreté dans les pays en développement sont rares. Dans la plupart de ces pays, les chefs de ménages ruraux qui dépendent fortement des revenus agricoles sont plus pauvres. L'objectif de cette recherche est d'analyser l'impact de la création des microentreprises non agricoles sur la réduction de la pauvreté en se concentrant sur les différences entre les sexes. Pour ce faire, un modèle de régression avec commutation endogène et la procédure de décomposition d'Oaxaca et Blinder sont spécifiés et estimés. L'analyse empirique est basée sur les ménages de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM, 2018 2019) du Togo avec un échantillon total de 3 901 ménages ruraux. Les résultats révèlent que les dépenses de consommation moyennes des hommes sont environ 25,0 % plus élevées que celles des femmes. De même, les dépenses de consommation moyennes des femmes mariées sont environ 31,0 % plus élevées que celles des femmes non mariées. Cela suggère que les hommes et les femmes mariés ont une plus grande capacité de création de microentreprises non agricoles plus rentables que leurs homologues et sont également plus susceptibles d'améliorer leurs dépenses de consommation. Les facteurs qui contribuent à la performance des hommes et des femmes mariés au détriment de leurs homologues sont l'éducation primaire, la vente des actifs agricoles par les ménages ruraux, l'accès au crédit formel et les services de vulgarisation agricoles. Ces résultats ont des implications pour l'orientation des politiques de développement. Ces politiques de développement peuvent cibler davantage les femmes non mariées.

Mots clés : Microentreprise non Agricole, décomposition d'Oaxaca et Blinder, différences entre les sexes, modèle de régression avec commutation endogène, réduction de la pauvreté, Togo.

PROGRAMME DE TRANSFERT MONÉTAIRE : ENTRE AUTONOMISATION DES FEMMES, QUALITÉ DE L'ÉDUCATION ET RÉDUCTION DU TRAVAIL DES ENFANTS VIVANT DANS LES COMMUNAUTÉS CACAOYÈRES EN CÔTE D'IVOIRE



FABRICE TANOH



Unité de Formation et de Recherche des Sciences Sociales, Université Peleforo Gon Coulibaly, Côte d'Ivoire



fabio85tanoh@gmail.com

Résumé :

Cette étude mixte met en évidence l'impact d'une intervention économique (transfert monétaire) et éducationnelle (TaRL) sur l'autonomisation des femmes, l'amélioration des compétences de base en lecture et calcul des enfants ainsi que la réduction du travail des enfants dans un contexte de pauvreté économique. L'étude a été menée dans deux régions cacaoyères de la Côte d'Ivoire (Bouaflé et Daloa) et s'appuie sur un Essai Contrôlé Randomisé (ECR) de données collectées auprès de 2451 élèves des classes de CE1 et CE2 au début de l'étude, et d'un échantillon plus large de plus de 3 808 élèves à la fin de l'intervention intégrant la classe de CM1. Les résultats quantitatifs ont été complétés par des entretiens qualitatifs approfondis auprès de 30 femmes d'Associations Villageoises d'Entraide communautaire (AVEC) et de 27 enseignants. Les résultats montrent un impact important sur les indicateurs d'autonomisation économique et sociale des femmes. Sur le volet éducation, on observe que l'intervention a davantage profité aux élèves classés initialement dans les groupes de niveaux les plus faibles. Les résultats obtenus avec les outils EGRA et EGMA sont contrastés : la lecture de lettres et la précision du décodage en lecture se sont améliorées, ainsi que le séquençage en mathématiques. Toutefois, la fluence dans la lecture et les opérations mathématiques (addition, soustraction) n'ont pas montré de gains statistiquement significatifs dans le groupe d'intervention.

Mots clés : Pauvreté, transfert monétaire, autonomisation des femmes, éducation, Côte d'Ivoire.

COMPRENDRE LA RÉSILIENCE DES FEMMES RIZICULTRICES FACE À LA SALINISATION DES TERRES : CAS DU DÉPARTEMENT DE BIGNONA AU SUD DU SÉNÉGAL



INSA SANE



Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal



sane_insa@yahoo.com

Résumé:

La salinisation des terres rizicoles est devenue une préoccupation majeure pour les producteurs. Dans le département de Bignona au Sud du Sénégal, elle constitue une des sources de perturbations économiques et écologiques dégradant les conditions de vie des populations en particulier les femmes. L'objectif de cet article est d'analyser les stratégies de résilience adoptées par les femmes rizicultrices dans ce département pour faire face à la salinisation des terres. Pour y parvenir, nous avons interrogé 145 femmes rizicultrices dans huit localités du département de Bignona. En se référant au modèle Resilience Index Measurement and Analysis de la FAO, nous développons un modèle d'équation structurelle pour prédire la résilience face à la salinisation des terres rizicoles en utilisant la méthode des moindres carrés partiels. Au vu des résultats, il apparaît que la résilience des femmes rizicultrices vis-à-vis de la salinisation des terres rizicoles dans le département de Bignona serait renforcée par la diversification des sources de revenu, un accès facile au marché et à l'eau pour l'irrigation, une appartenance à un réseau de sécurité sociale, une dotation en actifs agricoles et la pratique à l'élevage. Toutefois, cette résilience se trouve compromise par la réduction des surfaces cultivées. Dans cette perspective, il serait pertinent que les décideurs politiques mettent en œuvre des mesures ciblées visant à: renforcer l'autonomisation économique des femmes, à faciliter l'accès à des dispositifs financiers adaptés, et à améliorer l'intégration aux circuits commerciaux. Ces actions permettraient de consolider durablement les capacités d'adaptation des rizicultrices face aux défis croissants de la salinisation.

Mots clés : Résilience, salinisation, terres rizicoles, femmes, Bignona.

L'ADOPTION DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES PAR LES FEMMES DANS LE SECTEUR AGRICOLE AU SÉNÉGAL : ANALYSE COMPARATIVE DU DÉPARTEMENT DE MATAM ET LE DOMAINE AGRICOLE COMMUNAUTAIRE DE SEFA SÉDHIOU



MAMADY DIEME



Université Numérique Cheikh Hamidou Kane (UN-CHK), Sénégal



mamadydiem20@gmail.com

&



FAHAD Assaendi



Université de Kindia, Guinée



fahadassaendi@gmail.com

Résumé:

Cette étude cherche à identifier les effets de l'adoption des technologies numériques chez les femmes dans le secteur de l'agriculture en proposant une analyse comparative de deux zones d'étude sur le processus d'adoption, le rôle des femmes leaders dans ce processus, les transformations induites par l'usage des technologies du numérique, et les obstacles à l'adoption de ces technologies. Elle mobilise la théorie des capacités et le paradigme de la « frame Analysis ». Une démarche mixte, mettant en œuvre des observations, des entretiens, et l'administration d'un questionnaire après de..., a été utilisée dans la phase de collecte des données. Les résultats de cette étude révèlent que, par rapport à l'adoption des technologies numériques par les femmes, l'accès aux technologies à SEFA est facilité par le Domaine Agricole Communautaire (DAC), tandis qu'à Matam, il est plus limité malgré l'appui de certaines structures comme la SAED. Les principaux freins à Matam, sont le manque de formation, la maîtrise des outils et l'accès limité aux infrastructures numériques.

Mots clés : Technologies numériques, femmes, agriculture, Matam, DAC de SEFA.



L'AGROÉCOLOGIE AU FÉMININ : DYNAMIQUES D'AUTONOMISATION DES GROUPEMENTS MARAÎCHERS DE FEMMES DANS LA RÉGION DE THIÈS (SÉNÉGAL)



MARIE THÉRÈSE DABA SENE



Département de Sociologie, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal



theresedabasene@gmail.com

Résumé :

L'agroécologie est souvent présentée comme un vecteur simultané de durabilité environnementale et d'égalité de genre, mais son impact concret sur le pouvoir d'agir des productrices reste peu documenté. À partir d'une enquête mixte associant sondage en grappes, entretiens et focus groups dans la région de Thiès au Sénégal, cette étude analyse l'autonomisation socio-économique de femmes membres de groupements de promotion féminine (GPF) engagés dans le maraîchage agroécologique. Les résultats montrent un progrès en matière de reconnaissance sociale et d'accès aux ressources productives, mais révèlent aussi la fragilité de l'autonomie économique, notamment lorsque la terre est prêtée, l'eau incertaine et les crédits rares. L'alphabétisation fonctionnelle, la sécurisation foncière collective et la création d'un marché différencié pour les produits agroécologiques apparaissent comme des leviers indispensables pour convertir une autonomie encore dépendante des projets des ONG en pouvoir durable et auto-entretenu.

Mots-clés : Agroécologie, autonomisation, genre, maraîchage, groupements de promotion féminine, Sénégal.



LES ROUTES DES FEMMES MAROCAINES : LE PASSAGE DE L'AUTOMOBILISME À L'AUTOMOBILITÉ COMME GAGE D'ÉMANCIPATION ET DE DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE



YACINE MARZOUK



Université Libre de Bruxelles, Belgique et Université Hassan II, Maroc



yacine.marzouk.goumiri@gmail.com

Résumé:

Notre projet explore ce que serait une (auto)mobilité respectueuse à la fois des besoins des femmes et de l'environnement, en prêtant une attention particulière à cet objet technique qu'est l'automobile, ainsi qu'aux interactions sociales qui orbitent autour. Le projet consistera plus exactement à interroger la possibilité d'un passage entre automobilisme et automobilité féminine au Maroc. Alors que l'automobilisme repose sur l'usage d'un outil de déplacement, où la voiture joue un rôle emblématique, l'automobilité conserve uniquement les caractéristiques de l'autonomie et de la maîtrise dans le déplacement, sans nécessiter l'usage d'une automobile pour se réaliser. En effet, la compétence d'automobilité peut se détacher du système automobile qui lui a permis d'émerger (Remy, 2007). Ce détachement, associé au recours à des moyens de transport plus écologiques, devient particulièrement nécessaire à l'heure où la crise environnementale alerte. Cette transition doit néanmoins se conjuguer avec les impératifs d'une automobilité féminine adéquate, notamment dans un contexte où les hommes se montrent violents dans l'espace public et où les dispositifs de mobilité institutionnels sont souvent inadéquats pour répondre aux formes de mobilités féminines (Hafidi et al., 2021). Notre projet se donne comme objectifs : d'explorer comment la technique automobile agit sur l'émancipation féminine, en se focalisant notamment sur les digressions des conductrices vis à vis de l'ordre andro centré dominant ; d'examiner si l'automobilisme permet le passage à l'automobilité, lorsque l'émancipation admise via l'attachement automobile est conservée. Outre l'aspect original du projet, il aspire également à contribuer aux politiques de développement telles que l'Agenda 2030 du développement durable et la dynamique d'intégration de l'approche genre dans la politique de la ville.

Mots clés : Mobilité, automobilisme, automobilité, genre, environnement, Maroc.

Axe thématique 7 :

Résilience, migration et écosystèmes humanitaires

- 7.1. Aicha Keraoui
- 7.2. Aichatou Mourfou
- 7.3. Blaise Mafuko
- 7.4. Faoziatou Gniré Tossounon
- 7.5. Guy Roger Yoboué Koffi
- 7.6. Hamidante Dout
- 7.7. Ibrahim Ngila Kikuni
- 7.8. Mariama Sarr
- 7.9. Minfengue Calvin Assouga



L'INTERCULTURALITÉ COMME LEVIER D'INSERTION PROFESSIONNELLE DES MIGRANTS SUBSAHARIENS : ÉTUDE QUALITATIVE DANS LA RÉGION DE RABAT-SALÉ-KÉNITRA



AICHA KERAOUI



Université Hassan II, Maroc



aichakeraoui.pro@gmail.com

Résumé:

Longtemps perçu comme un pays de transit, le Maroc assume désormais le statut de terre d'accueil pour les migrants subsahariens. Des mesures institutionnelles visant à faciliter leur insertion dans le tissu social marocain se sont souvent heurtées à des obstacles liés à la différence de culture. Le rapprochement culturel semble être un préalable à toute politique publique cherchant à favoriser l'inclusion sociale des migrants au Maroc. L'objectif de cet article est de montrer que la mise en place d'un dispositif qui promeut l'interculturalité et le respect de la diversité est une exigence préalable pour toute politique d'amélioration de l'insertion sociale et professionnelle des migrants subsahariens. Nous adopterons une approche qualitative qui s'appuiera sur 25 entretiens semi-structurés effectués dans la région Rabat-Salé-Kénitra. L'analyse sera accompagnée d'une revue de littérature récente. Elle tâchera de mettre en évidence les principaux écueils rencontrés par les migrants, tout en explicitant les stratégies adoptées et la mise en œuvre des dispositifs interculturels suggérés. L'objectif de notre étude est de montrer que les politiques publiques et les réformes institutionnelles qui visent à assurer une insertion sociale et professionnelle des migrants subsahariens présentent des limites si elles ne sont pas accompagnées, en amont et parallèlement, de projets interculturels. La promotion de l'interculturalité en valorisant la diversité, favorise en effet le sentiment d'appartenance à un groupe, et améliore la cohésion en milieu professionnel. La différence culturelle n'est plus un obstacle à la reconnaissance des compétences et à l'accès aux réseaux professionnels. L'étude souligne la nécessité d'une approche globale combinant approche interculturelle, politiques publiques, initiatives associatives et sensibilisation des acteurs économiques en vue de garantir une insertion durable et équitable.

Mots-clés : Interculturalité, insertion professionnelle, migrants subsahariens, Maroc, diversité culturelle, marché du travail.

EFFETS BUDGÉTAIRES DE LA CRISE SÉCURITAIRE DANS LE SAHEL



AÏCHATOU MOURFOU



Département d'économie, Université Thomas SANKARA, Ouagadougou, Burkina Faso



aichatoumourfou@yahoo.fr

Résumé:

Cette recherche analyse les effets budgétaires de la crise sécuritaire dans les pays du Sahel. D'abord, elle se propose d'évaluer l'effet de la crise sécuritaire sur les recettes fiscales, ensuite, d'évaluer l'effet de la crise sécuritaire sur les dépenses militaires et, enfin, d'évaluer l'effet de la crise sécuritaire sur l'investissement privé. Les données utilisées sont en panel qui comportent un ensemble de onze (11) pays du Sahel sur la période de 1997 à 2021. En utilisant l'estimateur Pooled Mean Group (PMG), les résultats montrent qu'une hausse des conflits s'accompagne d'une amélioration des dépenses militaires, tandis qu'elle détériore les recettes fiscales ainsi que l'investissement privé. Les résultats demeurent les mêmes quelle que soit la mesure de la variable conflits. Quant à la méthode d'évaluation d'impact, notamment la double différence, les résultats confirment ceux de l'estimateur PMG uniquement pour l'équation de l'investissement privé. Cependant l'évaluation d'impact des conflits sur les recettes fiscales et les dépenses militaires affichent des résultats ambigus suivant la mesure de la variable conflits. Ainsi, la présente recherche suggère aux pays du Sahel d'optimiser la gestion des dépenses militaires en essayant de fabriquer localement certaines armes et/ou voitures de combat. De plus, il est nécessaire d'élargir la base fiscale, comme imposer certaines activités à revenus élevés souvent négligées dans la mobilisation des recettes fiscales dans ces pays (la consommation de boissons alcoolisées). Ces réformes fiscales doivent être associées à une meilleure efficacité gouvernementale ainsi qu'à une maîtrise du coût économique et social du prélèvement fiscal dans le but de ne pas détériorer le climat des investissements privés.

Mots clés : Conflits, recettes fiscales, dépenses militaires, investissement privé, Sahel.

ATTÉNUATION DES RISQUES LIÉS AUX MAZUKU : MISE EN ŒUVRE ET EFFICACITÉ DES MESURES LOCALES DE DÉGAZAGE DES GAZ SECS DANS LA RÉGION DE GOMA (PROVINCE VOLCANIQUE DES VIRUNGA)



BLAISE MAFUKO



Université de Goma, République Démocratique du Congo



blaise.mafuko.nyandwi@unigom.ac.cd

Résumé:

La réduction des risques liés aux gaz volcaniques reste peu explorée par rapport à d'autres risques volcaniques, malgré leurs impacts persistants et mortels sur les communautés vivant dans les régions volcaniques actives. Cette étude utilise une approche méthodologique mixte — combinant enquêtes quantitatives et entretiens qualitatifs — pour évaluer la perception des communautés concernant la mise en œuvre et l'efficacité des mesures de réduction des risques face au mazuku, un danger localement connu causé par les émissions de dioxyde de carbone magmatique dans la partie ouest de Goma, dans la province volcanique des Virunga. Les données ont été collectées dans trois zones d'échantillonnage, en tenant compte des caractéristiques démographiques, des niveaux d'exposition au risque et des conditions socio-économiques. Les résultats révèlent trois catégories de mesures de réduction des risques reconnues localement : (1) des mesures limitant les émissions, comme le blocage des gaz à l'aide de matériaux de rebut ; (2) des mesures d'adaptation, telles que la ventilation des maisons ou le fait de vivre aux étages supérieurs ; et (3) des mesures de sensibilisation fondées sur le savoir local transmis oralement. Les ressources financières, le genre et l'expérience antérieure des risques — souvent liées à la durée de résidence — se sont révélés être des déterminants positifs significatifs à la fois de la motivation et de l'efficacité perçue pour les deux premières catégories. Les perceptions des mesures de sensibilisation ont montré peu de variations entre les zones. Les schémas spatiaux de mise en œuvre perçue et d'efficacité perçue semblent refléter davantage le savoir collectif de la communauté que l'évaluation individuelle des mesures de réduction des risques, certaines mesures étant jugées efficaces malgré des preuves physiques limitées d'une réduction des concentrations de gaz. L'étude souligne l'importance de co-crée des stratégies de réduction des risques avec les communautés locales, d'adapter les interventions aux réalités socio-économiques et d'éviter l'importation de mesures externes pouvant manquer de pertinence contextuelle. Elle appelle également à des recherches complémentaires visant à mesurer l'efficacité réelle de ces mesures par la surveillance physique des concentrations de mazuku, tout en approfondissant la compréhension de la perception locale du risque. Ces insights, ancrés dans un contexte du Sud Global, offrent une perspective précieuse pour le développement de stratégies de gestion des risques volcaniques inclusives et efficaces.

Mots-clés: Mazuku, réduction des risques volcaniques, Perception communautaire, mesures d'adaptation.



EFFETS DE LA PROTECTION SOCIALE SUR LA PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE AU BÉNIN



FAOZIATOU GNIRÉ TOSSOUNON



Université de Parakou, Bénin



ftossounon@gmail.com

Résumé:

Ce papier analyse les effets de la protection sociale sur la pauvreté multidimensionnelle au Bénin. La pauvreté est un phénomène complexe et multidimensionnel. A l'aide de la base de données de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de vie des ménages (EHCVM, 2018), et des données sur les programmes de protection sociale au Bénin l'indice de Pauvreté multidimensionnelle est construit en considérant les dimensions et les indicateurs spécifiques au Bénin. Ensuite, à l'aide d'un ciblage aléatoire et de la méthode de « bootstraps » les simulations sont faites sur les indicateurs de mesures de protection sociale (assurance maladie, la nutrition et la fréquentation scolaire). Les résultats montrent qu'une réduction simultanée de 50% des privations de ces différents indicateurs entraîne une baisse significative de la pauvreté multidimensionnelle, de l'incidence et de l'intensité de la pauvreté.

Mots clés : Protection sociale, pauvreté multidimensionnelle, micro-simulation, Bénin.



MUTATION AGRICOLE ET VULNERABILITE DES SOURCES DE RESILIENCE DANS LA SOUS-PREFECTURE D'ABIGUI



GUY ROGER YOBOUÉ KOFFI



Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementales, Université Alassane Ouattara, Cote d'Ivoire



kgryoboue@gmail.com

Résumé:

À l'échelle de la sous préfecture d'Abigui, le délitement des facteurs de production agricole et la vulnérabilité socioéconomique des populations sont diversement vécus. La sous préfecture d'Abigui, foyer d'antan du café et du cacao, se trouve complexifiée avec un risque d'insécurité humaine (alimentaire et sanitaire) croissant. D'une part, les incertitudes agro climatiques, pendant qu'elles affectent la sécurité alimentaire des populations, accroissent la vulnérabilité de celles ci. Cette étude se propose de contribuer à une meilleure appréhension des facteurs de vulnérabilité rurale afin de souligner les mesures de résilience au délitement de l'économie des ménages dans la sous préfecture d'Abigui. La méthodologie retenue pour conduire cette étude repose sur l'exploitation de données primaires et secondaires qui se veulent à la fois qualitatives et quantitatives. Cette contribution, qui traite de la vulnérabilité rurale, s'inspire d'un cadre théorique d'analyse de la résilience communautaire. Les résultats établissent que les ménages de la sous préfecture d'Abigui ont été rendus vulnérables du fait de l'effondrement des fondements de leur économie qui reposait sur l'exploitation des cultures pérennes traditionnelles que sont le café et le cacao. En réponse, les ménages ont structuré leur résilience autour de la production maraîchère, à laquelle 76,7 % d'entre eux ont souscrit. Le maraîcher s'est positionné comme une culture de rente dans la mesure où 98 % de la production est destinée à la commercialisation. Enfin, le maraîcher constitue une importante source de vitalité économique pour les ménages, dans la mesure où 46 % d'entre eux disposent d'un bénéfice moyen annuel égal ou supérieur à 800 000 FCFA.

Mots clés : Abigui, Économie des ménages ruraux, mutation agricole, résilience, sécurité alimentaire, vulnérabilité rurale.

VULNÉRABILITÉ ET RÉSILIENCE STRATÉGIQUE DES POPULATIONS DÉPLACÉES DE FORCE FACE AUX CATASTROPHES NATURELLES : CAS DU BURKINA FASO



DOUT HAMITANDE



Département d'économie, Université de Lomé, Togo



doutsylvain11@gmail.com

Résumé :

Face à l'augmentation des déplacements forcés liés à l'insécurité et aux chocs climatiques, la question de la vulnérabilité et de la résilience des populations déplacées devient cruciale au Burkina Faso. L'objectif de cet article est d'analyser la vulnérabilité et la résilience des populations déplacées de force face aux catastrophes naturelles, en identifiant leur niveau respectif ainsi que les facteurs explicatifs. L'étude mobilise un cadre théorique fondé sur le modèle d'utilité aléatoire et une approche empirique basée sur des indices composites, complétée par des modèles logistiques multivariés. Les données proviennent de l'enquête téléphonique de l'INSD (2021) et d'une enquête de terrain. Les résultats révèlent un niveau élevé de vulnérabilité (indice moyen de 0,743) et une faible résilience (0,358), avec des disparités selon le sexe, l'âge, le lieu de résidence, la taille du ménage et le niveau d'éducation. La vulnérabilité est alimentée par des facteurs sociaux, économiques, institutionnels et environnementaux. En dépit de cette fragilité, les populations déplacées de force mettent en œuvre des stratégies de résilience telles que l'entraide, la diversification des activités et l'adaptation locale, bien que celles-ci soient limitées par la faiblesse des structures de soutien. L'étude plaide pour une meilleure coordination des interventions et un renforcement des capacités d'adaptation des populations déplacées de force.

Mots clés : Déplacés internes, catastrophes naturelles, vulnérabilité, résilience, Burkina Faso.



EXPLOITATIONS ET ABUS EN LIEN AVEC LES INTERVENTIONS HUMANITAIRES AU NORD-KIVU : MESURES PRISES PAR LES AGENCES HUMANITAIRES



IBRAHIM NGILA KIKUNI



Université Officielle de Bukavu (UOB), République Démocratique du Congo



ibrahimngila@gmail.com

Résumé :

La province du Nord-Kivu est en proie à une crise humanitaire sans précédent depuis quelques décennies. Pour protéger des vies humaines touchées par les effets de cette crise, plusieurs agences humanitaires sont opérationnelles en appui aux efforts du gouvernement congolais dans cette zone. Malheureusement, les interventions de ces agences humanitaires sont entachées d'abus et exploitations de diverses formes, ce qui contredit le but de la mission humanitaire. Ainsi, cette étude essaie de montrer la position et / ou les actions prises pour lutter contre les abus et exploitations en lien avec les interventions humanitaires au sein de certaines agences humanitaires ciblées au Nord-Kivu.

Mots clés : Action humanitaire, lutte, abus, exploitations, Nord-Kivu.



MOYENS D'EXISTENCE ET ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES ALIMENTAIRES DANS LA COMMUNE RURALE DE NOTTO (SÉNÉGAL)



MARIAMA SARR



Laboratoire géographie humaine, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

Résumé :

Les territoires ruraux sont confrontés à des difficultés d'accès aux services de base. À la croisée des travaux sur les moyens d'existence, cet article adopte l'approche « livelihoods » pour analyser les capitaux et systèmes d'activités de la commune rurale de Notto. Par une enquête quantitative, l'accès aux commerces alimentaires est interrogé à différentes échelles. Les résultats montrent l'importance de l'agriculture conventionnelle pour les populations, la manière dont elles accèdent aux services alimentaires et leurs vulnérabilités. Des stratégies de subsistance des ménages dépendent fortement de la migration, révélant la diversification des activités au sein des exploitations familiales.

Mots clés : Espace rural, moyens d'existences, agriculture, accès, alimentation.



ENCADRER LES RÉFUGIÉS (ET LES NON-RÉFUGIÉS) APRÈS L'HUMANITAIRE : REGARDS SUR LA DURABILITÉ SOCIALE ET LES DYNAMIQUES POST-HUMANITAIRES D'UN PROJET D'ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE À KETTE (EST-CAMEROUN)



MINFEGUE CALVIN ASSOUGA



Université Catholique d'Afrique Centrale, Cameroun



minassc@yahoo.fr

Résumé :

La présente réflexion discute de la durabilité sociale d'un projet humanitaire portant sur la mise en place de Centres préscolaires communautaires initialement destinés aux réfugiés et ciblant également des non-réfugiés dans la localité de Gbiti à l'Est du Cameroun. Cette notion de durabilité sociale est envisagée ici en l'articulant à la notion de « logique sociale » et en l'insérant dans un cadre interactionniste. Une telle perspective permet d'insister sur les effets de cette durabilité sociale permettant alors de lui donner une certaine matérialité.

Mots-clés : Cameroun, éducation, humanitaire, logique sociale, réfugiés, ancrage territorial.

Axe thématique 8 :

Inclusion et innovation

- 8.1. Ansou Yaffa
- 8.2. Georgette Arielle Djoufan Fotsing
- 8.3. Marie Paule Ndzeungue
- 8.4. Mazignada Sika Limazie
- 8.5. Sylvain-Alain Kolegbe



L'INTÉGRATION DES CONCEPTS ET APPROCHES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD) DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AU SÉNÉGAL : ANALYSE À PARTIR DES PERCEPTIONS DES ÉTUDIANTS



ANSOU YAFFA



Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), Sénégal



ansou.yaffa@ucad.edu.sn

Résumé :

Face à la montée des crises environnementales, aux inégalités croissantes et les injonctions à une transition vers des modèles plus durables, l'enseignement supérieur est investi d'un rôle stratégique dans la diffusion des Objectifs de Développement Durable (ODD). Cette étude vise à évaluer l'intégration effective des ODD dans les formations universitaires sénégalaises, à travers une enquête empirique menée dans trois universités publiques : l'Université Gaston Berger (UGB), l'Université Assane Seck de Ziguinchor (UASZ) et l'Université Alioune Diop de Bambey (UADB). La méthodologie repose sur une approche quantitative, à partir d'un questionnaire structuré administré à 516 étudiants de différentes filières entre novembre 2024 et janvier 2025. L'échantillon se compose d'étudiants en Licence (50 %), Master (40 %) et Doctorat (10 %). L'étude explore six dimensions : la connaissance des ODD, les canaux de sensibilisation, la compréhension critique, l'intégration curriculaire perçue, les thématiques abordées et les attentes vis-à-vis de cette intégration. Les résultats montrent une appropriation inégale selon les universités : ascendante et informelle à l'UGB, partielle et fragmentée à l'UASZ, faible et peu visible à l'UADB. Les cours à l'université restent le principal vecteur de sensibilisation, tandis que les outils numériques, les projets pratiques ou les médias sont marginalement utilisés. Les thématiques dominantes concernent le climat et la santé, au détriment d'ODD transversaux comme l'égalité, la gouvernance ou la consommation responsable. Enfin, les étudiants expriment une forte demande de contenus spécialisés, de pédagogies actives et d'approches interdisciplinaires, témoignant d'une attente forte pour une transformation pédagogique ambitieuse et contextualisée. Mots-clés : Objectifs de Développement Durable, enseignement supérieur, Sénégal, intégration curriculaire, durabilité, pédagogie universitaire.

Mots-clés : Objectifs de Développement Durable, enseignement supérieur, Sénégal, intégration curriculaire, durabilité, pédagogie universitaire.

GLOBALISATION ET IMPACT DE LA DIASPORA SUR LE PROCESSUS DÉMOCRATIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU CAMEROUN



GEORGETTE ARIELLE DJOUFAN FOTSING



Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC), Cameroun



djoufangeorgette09@yahoo.fr

Résumé :

Dans un contexte de globalisation où les migrations internationales ont un enjeu certain, l'interaction des diasporas avec leur pays d'origine est visible non seulement dans le domaine politique, mais aussi, a une incidence sur les problématiques liées au développement socio-économique du pays. Cet état de choses appelle cette diaspora aujourd'hui plus que jamais à exister dans un village-monde. Ainsi, comprendre l'intérêt de l'engagement de la diaspora camerounaise dans la vie du pays nécessite que cette étude soit adossée sur l'approche de la socio-anthropologie politique de la gouvernance et du développement. Ceci conduit à poser la question suivante : comment la diaspora camerounaise dans un contexte de globalisation contribue-t-elle au processus démocratique et développement socio-économique au Cameroun ? En prenant comme cas d'étude la diaspora camerounaise, cette étude s'interroge sur la résultante des interactions diasporiques dans le processus démocratique et le développement socio-économique dans le pays d'origine avec pour grille de lecture le transnationalisme. Dès lors, cette recherche entend scruter l'impact engendré par les dynamiques de mondialisation sur la diaspora camerounaise sous-tendu par de nouvelles formes de solidarité à distance.

Mots-clés : Globalisation, diaspora, démocratie, développement socioéconomique, Cameroun.



PERCEPTION RSE ET COCREATION DE LA VALEUR EN CONTEXTE DE B2B : UNE EXPLORATION DE L'EXPERIENCE DES CLIENTS ENTREPRISES DANS UN PAYS EN DEVELOPPEMENT



MARIE PAULE NDZEUNGUE



CERAME ESSEC, ESSEC Business School, Université de Douala



paulendzengue@gmail.com

Résumé :

L'objectif de cette recherche est de comprendre comment la RSE influence la participation des clients entreprises à la cocréation de la valeur. La méthodologie adoptée est qualitative de type abductif, basée sur une étude de cas unique : la Cameroun Telecommunications (Camtel), une entreprise publique qualifiée d'entreprise socialement responsable (ESR). Les entretiens semi-directifs menés auprès de quatorze clients entreprises de la Camtel révèlent une perception controversée des actions de RSE. Bien que cette perception controversée des actions RSE de Camtel ne conditionne pas la participation des clients entreprises, elle débouche à la fois sur la cocréation et la codestruction de la valeur. De ce fait, Cet article apporte un enrichissement des leviers RSE de cocréation ou de codestruction de la valeur en contexte de B2B.

Mots clés : RSE, cocréation de la valeur, Théorie de la conservation des ressources, B2B.

IMPACT DE L'ADOPTION DES TECHNOLOGIES AGRICOLES SUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ AU TOGO : UNE APPROCHE DE RÉGRESSION À CHANGEMENT DE RÉGIME ENDOGÈNE



MAZIGNADA SIKA LIMAZIE



Université de Lomé, Togo



sika.limazie@gmail.com

Résumé :

Cette recherche analyse l'impact de l'adoption des technologies agricoles sur la réduction de la pauvreté au Togo, en mobilisant une approche mixte. Les résultats montrent un impact positif significatif sur les dépenses totales de consommation avec des écarts notables entre les agriculteurs adoptants et non-adoptants. Des obstacles économiques, institutionnels et sociaux freinent cependant l'adoption. L'étude plaide pour des politiques publiques inclusives et ciblées.

Mots-clés : Adoption technologique, Technologies agricoles, Dépenses de consommation, Réduction de la pauvreté, Togo.

CO-INNOVATION ET APPROPRIATION DES PRATIQUES AGROÉCOLOGIQUES DE GESTION DURABLE DES TERRES DANS LES SYSTÈMES DE PRODUCTION À BASE DE COTON AU BÉNIN



SYLVAIN-ALAIN KOLEGBE



Laboratoire de Recherche sur l'Innovation pour le Développement Agricole (LRIDA), Université de Parakou (UP), Bénin



alainkolegbe8@gmail.com

Résumé :

Face à la dégradation des sols, à l'intensification agricole et aux pressions socioéconomiques qui en résultent, l'agroécologie se présente comme une approche innovante capable de concilier productivité agricole et durabilité des ressources naturelles. Dans ce cadre, les innovations agroécologiques de gestion durable des terres constituent des leviers pour améliorer les rendements, diversifier les revenus et renforcer la résilience des systèmes de production à base de coton. Le présent article examine les facteurs qui influencent l'adoption de ces innovations, en analysant les motivations des producteurs, le processus de co-construction, les mécanismes d'appropriation et les impacts sur la performance agricole. L'étude a été réalisée dans vingt communes sélectionnées dans les quatre zones cotonnières du Bénin (Nord, Nord-Centre, Centre et Sud), auprès de 702 producteurs choisis systématiquement, ayant bénéficié du projet TAZCO, à travers des méthodes quantitatives et qualitatives. Les résultats montrent que la co-construction favorise l'adoption progressive des pratiques agroécologiques, bien que la principale contrainte reste l'accès limité aux intrants et aux financements nécessaires pour la mise en œuvre complète des innovations. Néanmoins, les producteurs expriment une forte satisfaction à l'issue de l'appropriation, en termes d'amélioration des rendements cotonniers et intercalaires, de la fertilité des sols, de la réduction des coûts, de la diversification des revenus et de la durabilité des sols. L'étude recommande de promouvoir l'accompagnement technique et financier ciblé, ainsi que le renforcement des mécanismes collectifs d'échange et de diffusion des innovations pour relever ces défis.

Mots clés : Agroécologie, innovations agroécologiques, co-construction, adoption, systèmes cotonniers, Bénin.



ANNUAIRES



Annuaire des jeunes chercheurs (par ordre alphabétique) :

Nom et prénoms	Affiliation	Contact
Aïna Mensah Coffi Mahugnon André	Université de Parakou, Bénin	andremensah.aina@gmail.com
Abdou Ndiaye Diop	Laboratoire de Recherche en Economie de Saint-Louis, Sénégal	diop.abdou-ndiaye1@ugb.edu.sn
Adjoua Rachelle Kouadio	Université Alassane Ouattara, Cote d'Ivoire	rachellekadjoua@gmail.com
Affoua Toutouwa Marie Adou	Université Alassane Ouattara, Cote d'Ivoire	adoumarie33@gmail.com
Aïcha Keraoui	Université Hassan II, Maroc	aichakeraoui.pro@gmail.com
Aïchatou Mourfou	Université Thomas Sankara, Burkina Faso	aichatoumourfou@yahoo.fr
Alimata Zorom	Université Norbert Zongo, Burkina Faso	alimazorom26@gmail.com
Aliou AGNE	Université Alioune Diop, Sénégal	agnealiou9@gmail.com
Aliou Sene	Université Cheikh Anta Diop, Sénégal	aliou39.sene@ucad.edu.sn
Alou Adesse Dama	Université des Sciences et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali	alouadesse.dama@outlook.com
Ansou Yaffa	Université Cheikh Anta Diop, Sénégal	yafah92@gmail.com
Awa Fall	Université Cheikh Anta Diop, Sénégal	fallawa8519@gmail.com
Ba El Hadji Rawane	Université Cheikh Anta Diop, Sénégal	elhadjirawane.ba@ucad.edu.sn
Batachoka Mastaki	Institut Supérieur de Développement Rural, RDC	mastakidaniel5@gmail.com
Blaise Mafuko Nyandwi	Université de Goma, RDC	tbmafuko@gmail.com
Byaragi Ntamusige Arsène	Université de Goma, RDC	ntamusigea@unigom.ac.cd
Diane Ruth Hien	Groupe de Recherche et d'Analyse Appliquées pour le Développement, Burkina Faso	dianeruthhien@gmail.com
El Hadji Hamédine Sar	Université Alioune Diop, Sénégal	elhamedinesar@gmail.com
Etayibtalnam Koudjom	Université de Lomé, Togo	ekoudjom90@gmail.com
Fallou dieng	Université Cheikh Anta Diop, Sénégal	diengfallou@yahoo.fr
Faoziatou Gnire Tossounon Yarou	Université de Parakou, Bénin	ftossounon@gmail.com
Faridah Dosso	Université de Parakou, Bénin	dossofaridah@gmail.com
Georgette Arielle Djoufan Fotsing	Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC), Cameroun	djoufangeorgette09@yahoo.fr
Gildas Louis Djohy	Université de Parakou, Bénin	gildasdjohy@gmail.com
Guy Roger Yoboué Koffi	Université Alassane Ouattara	kgrvoboue@gmail.com
Hamidou Sangla	Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso	hamidousangla@yahoo.fr
Hamitande Dout	Université de Lomé, Togo	dout.hamitande@univ-lome.tg
Hyacinthe Atangana Bamela	Institut National de Cartographie, Cameroun	atanganabh@yahoo.fr
Ibrahim Ngila Kikuni	Université Officielle de Bukavu, RDC	ibrahimngila@gmail.com



Igari Bio Sidi Orou Soré Luc	Université de Parakou, Bénin	lucigari018@gmail.com
Insa SANE	Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal	sane_insa@yahoo.com
Jean Bernard Diatta	Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal	jb.d1@zig.univ.sn
Jean-Baptiste Ndamiyehe	Université de Goma, RDC	ncutijean@gmail.com
Joel Tchogbe	Université Nationale d'Agriculture de Kétou, Bénin	tchomael@gmail.com
Kagambega Patindsaongo Zéphirin	Institut des Sciences des Sociétés, Burkina Faso	kagambegazephirin@gmail.com
Kouadio Natanaël Koffi	Université Alassane Ouattara, Cote d'Ivoire	koffi.natanael@yahoo.com
Kouame Aristide Brou	Centre Suisse de Recherche Scientifique et Université Alassane Ouattara, Cote d'Ivoire	kbrouaristide@gmail.com
Kouassi Samuel Konan	Université Alassane Ouattara, Cote d'Ivoire	konansamuel06@gmail.com
Lisette Mangaza Nondo	Université de Goma, RDC	lisemangaza@gmail.com
Lorraine Nadia Kouadio	Université Alassane Ouattara, Cote d'Ivoire	nadialorraine77@gmail.com
Mamady Dieme	Université Numérique Cheikh Hamidou Kane, Sénégal	mamadydiem20@gmail.com
Marie Paule Ndzeungue	ESSEC Business School, Université de Douala, Cameroun	paulendzengue@gmail.com
Marie Thérèse Daba Sene	Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal	theresedabasene@gmail.com
Mazignada Sika Limazie	Université de Lomé, Togo	sika.limazie@gmail.com
Minfegue Assouga Calvin	Université Catholique d'Afrique Centrale	minassc@yahoo.fr
Mor Ndoye Diop	Université Alioune Diop, Sénégal	cndiop19@gmail.com
Nanyégbé Aimée Dededji	Université de Parakou, Bénin	dededjiaimee@yahoo.com
Nelson Sergeo Tagang Tene	Université de Yaoundé II, Cameroun	sergeo.tagang@yahoo.com
N'guessan Amenan Kan Delphine Epse Bredou	Université Alassane Ouattara, Cote d'Ivoire	delphie022@yahoo.fr
Romuald Atchory Eliasson Mel	Université Alassane Ouattara, Cote d'Ivoire	meleliasson1@gmail.com
Sabi Bata Judicaël Sanni Worogo	Université de Parakou, Bénin	judicaelsanniworogo@gmail.com
Sandjiry Diop	Université Alioune Diop, Sénégal	sandjiry.diop@uadb.edu.sn
Sarr Mariama	Université Cheikh Anta Diop, Sénégal	mariama3.sarr@ucad.edu.sn
Sylvain-Alain Kolegbe	Université de Parakou, Bénin	alainkolegbe8@gmail.com
Tamno Tekam Jacques Eric	Université de Yaoundé II, Cameroun	erictamno741@gmail.com
Tanoh Fabrice Oswald Tanoh	Université Peleforo Gon Coulibaly, Cote d'Ivoire	fabio85tanoh@gmail.com
Tchakouni Sondou	Université de Lomé, Togo	kevinsondou@gmail.com
Tidjani Boukari Bata	Université de Parakou, Bénin	tidjaniboukari3@gmail.com
Traore Kabirou Bio Comada	Université de Parakou, Bénin	kabirou.traore@yahoo.fr
Yacine Marzouk	Université Hassan II, Maroc	yacine.marzouk.goumiri@gmail.com



Contact des experts (par axe thématique) :

Axe thématique	Nom et prénoms	Expertise et affiliation	Contact
Axe thématique 1 : Politiques urbaines et territorialités	Pr. Papa Sakho	Expert en Géographie, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal	papa.sakho@ucad.edu.sn
Axe thématique 2 : Pratiques rurales, agriculture durable et innovation	Pr. Esperance Zossou	Experte en sciences sociales et Innovation agricole, Université d'Abomey Calavi, Bénin	esperancezossou@gmail.com
Axe thématique 3 : Coopération internationale et systèmes commerciaux	Pr. Armand Mboutchouang Kountchou	Expert en Economie Publique, Université de Dschang, Cameroun	armand.mboutchouang@univ-dschang.org
Axe thématique 4 : Santé et systèmes alimentaires	Pr. Zoguehi Arnaud Kevin Dayoro	Expert en sociologie et santé, Université Felix Houphouët Boigny, Cote d'Ivoire	dayorokevin@yahoo.fr
Axe thématique 5 : Changement climatique et biodiversité	Dr. Justin Nathanaël Andrianaivoarimanga	Expert en Gestion des ressources naturelles, Institut Supérieur de Commerce, Administration et Management, Madagascar	justnathanael18@gmail.com
Axe thématique 6 : Genre et autonomisation des femmes/filles	Dr. Digo Enyota Kofitsè Dzamesi Akakpo-Ahianyo	Expert en Sociologie et genre, Université de Lomé, Togo	akakpoahianyoenyota@gmail.com
Axe thématique 7 : Résilience, migration et écosystèmes humanitaires	Dr. Kouakou Konan Jérôme	Expert en sociologie, humanitaire et résilience, Université Alassane Ouattara, Cote d'Ivoire	jeromekouakou@uao.edu.ci
Axe thématique 8 : Inclusion et innovation	Dr. Gountiéni Damien Lankoande	expert en économie et évaluation de l'innovation, Groupe de Recherche et d'Analyse Appliquées pour le Développement, Burkina Faso	damien.lankoande@gmail.com



www.gdn.int

